C-3

Catalogue 85-002 Service Bulletin - Bulletin de service / ISSN 0715-271X

Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Centre canadien de la statistique juridique

Price: Canada: $10.00 per issue, $90.00 annually
United States: US$12.00 per issue, US108.00 annually
Other Countries: US$14.00 per issue, US$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 $ l'exemplaire, 90 $ par année
États-Unis : 12 $ US l'exemplaire, 108 $ US par année
Autres pays : 14 $ US l'exemplaire, 126 $ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 12

Canadian Crime Statistics, 1994

Dianne Hendrick*

Highlights

- The police-reported crime rate decreased by 5% in 1994, the third consecutive year-to-year decline. Despite these recent decreases, the 1994 crime rate was 8% higher than a decade ago.
- The 1994 violent crime rate declined by 3%, the largest annual decline since 1962, the first year of the crime survey. This decline, and the slight decrease in 1993, follow 15 years of annual increases in the violent crime rate.
- All categories of violent crime declined in 1994. Six of the seven categories of violent crime showed large rate decreases in 1994: sexual assault (levels 1-3) (-10%), other sexual offences (-10%), attempted murder (-8%), abduction (-7%) homicide (-6%), and robbery (-5%). Assault (all categories) also decreased (-2%). The homicide rate of 2.04 per 100,000 population was the lowest rate in 25 years. The combined total of homicides (596) and attempted murders (918) continued to represent less than 1% of violent crime. Most violent crime incidents (60%) were assaults level 1.

* *Policing Services Program*

August 1995
ISSN 0715-271X

Vol. 15, Nº 12

Statistiques de la criminalité au Canada, 1994

Dianne Hendrick*

Faits saillants

- Le taux de criminalité déclaré par les services de police a diminué de 5 % en 1994, ce qui représente une baisse pour la troisième année consécutive. Toutefois, en dépit de ces baisses récentes, le taux en 1994 était de 8 % plus élevé qu'il y a dix ans.
- En 1994, le taux de crimes de violence a fléchi de 3 %, la plus forte baisse annuelle depuis 1962, la première année de l'enquête sur la criminalité. Cette baisse et la légère diminution enregistrée en 1993 suivent 15 années d'augmentations annuelles.
- Toutes les catégories de crimes violents ont diminué en 1994. Six des sept catégories de crimes de violence ont affiché de fortes diminutions de leur taux en 1994 : agressions sexuelles des niveaux 1 à 3 (-10 %), autres infractions sexuelles (-10 %), tentatives de meurtre (-8 %), enlèvements (-7 %), homicides (-6 %) et vols qualifiés (-5 %). Le taux des voies de fait (toutes les catégories) a également diminué (-2 %). Le taux d'homicides de 2,04 pour 100 000 habitants a été le plus faible taux enregistré au cours des 25 dernières années. Le total combiné des homicides (596) et des tentatives de meurtre (918) a continué de représenter moins de 1 % des crimes de violence. La plupart des crimes de violence (60 %) étaient des agressions du niveau 1.

* *Programme des services policiers*

Août 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- The 1994 property crime rate decreased by 6% from the previous year, continuing the recent downward trend. All types of property crime rates decreased or remained stable, with the exception of one category of theft over $1,000 (bicycles).

- The 1994 crime rate for the category "other Criminal Code" also declined (-4%). Exceptions within this category included rates for arson (+8%) and restricted weapons (+6%). This category accounted for three in ten Criminal Code incidents, half of these being mischief incidents.

- Youths charged by police decreased for the third consecutive year. The 6% decrease from 1993 was mainly due to a large decline in the rate of youths charged with property crimes (-9%). The rate of youths charged with violent crimes remained stable, decreasing by less than 1% from 1993, in contrast to the increasing trend since 1986.

- All of the provinces/territories followed the national pattern of a decline in the overall crime rate, with the exception of Manitoba which remained stable. The largest decreases in crime rates were reported in Prince Edward Island (-13%) and Alberta (-12%).

- Canada's two largest cities reported a significant decrease in their overall crime rates in 1994: Montreal (-7%) and Toronto (-7%). The violent crime rate decreased notably in Toronto (-6%) and remained stable in Montreal (-0.1%). Property crime rates declined in both Montreal (-9%) and Toronto (-7%).

- In keeping with the long-term trend, the rate of persons charged with impaired driving decreased for the eleventh consecutive year (-6%).

The following highlights are findings from the 1994 UCR incident-based "research" file, representing a sample of 111 police departments, and account for 33% of the national volume of crime. Note that these data are not representative of any particular region in Canada.

- Four in ten violent incidents involved a weapon. A knife or other cutting/piercing instrument was the most serious weapon present in 10% of violent incidents, a club or blunt instrument in 8%, a firearm in 6%, and other types of weapons in 18%.

- Seven in ten victims of violent crime knew their assailants: 15% were victimized by a spouse, 6% by an ex-spouse, 4% by a parent, 7% by another family member, 7% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), 7% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance. The accused was a stranger to 29% of violent crime victims.

- Le taux de crimes contre les biens enregistré en 1994 a diminué de 6 % par rapport à l'année précédente, maintenant ainsi la récente tendance à la baisse. Les taux de tous les types de crimes contre les biens ont fléchi ou sont demeurés stables, à l'exception d'une catégorie de vols de plus de 1 000 $ (bicyclettes).

- Le taux de criminalité pour la catégorie «autres infractions prévues par le Code criminel» a également diminué (-4 %) en 1994. Font exception dans cette catégorie, les taux des crimes d'incendie (+8 %) et celui des armes à autorisation restreinte (+6 %). Cette catégorie a compté pour trois infractions au Code criminel sur dix, la moitié étant des affaires de méfait.

- Le taux de jeunes accusés par la police a diminué pour la troisième année consécutive. Le recul de 6 % par rapport à 1993 est en grande partie attribuable à une forte diminution du taux de jeunes accusés de crimes contre les biens (-9 %). Contrairement à la tendance à la hausse enregistrée depuis 1986, le taux de jeunes accusés de crimes de violence est demeuré stable, régressant de moins de 1 % par rapport à 1993.

- Toutes les provinces et territoires ont suivi la tendance nationale à la baisse du taux global de criminalité, à l'exception du Manitoba où le taux est demeuré stable. On a observé les plus importants fléchissements du taux de criminalité à l'Île-du-Prince-Édouard (-13 %) et en Alberta (-12 %).

- Les deux plus grandes villes du Canada ont signalé un important recul de leur taux global de criminalité en 1994 : Montréal (-7 %) et Toronto (-7 %). Le taux de crimes de violence a diminué de façon marquée à Toronto (-6 %) et est demeuré stable à Montréal (-0.1 %). Le taux de crimes contre les biens a régressé aussi bien à Montréal (-9 %) qu'à Toronto (-7 %).

- Conformément à la tendance qui se maintient depuis longtemps, le taux de personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies a diminué pour la onzième année consécutive (-6 %).

Les points saillants qui suivent sont extraits du fichier de «recherche» fondé sur les affaires du programme DUC de 1994; les données représentent un échantillon de 111 services de police, et 33 % du volume national de criminalité. À noter qu'elles ne sont pas représentatives d'une région particulière du Canada.

- Quatre crimes de violence sur dix ont été commis à l'aide d'une arme. Un couteau ou autre instrument tranchant ou pointu a été l'arme la plus dangereuse présente dans 10 % des affaires de crime de violence, une massue ou un instrument contondant dans 8 %, une arme à feu dans 6 %, et d'autres types d'armes dans 18 %.

- Sept victimes de crimes de violence sur dix connaissaient leur agresseur : 15 % ont été agressées par un conjoint, 6 % par un ex-conjoint, 4 % par un parent, 7 % par un autre membre de la famille, 7 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), 7 % par une relation d'affaires, et 27 % par une connaissance occasionnelle. Pour 29 % des victimes de crimes de violence, l'accusé était un étranger.

- Persons charged with property crimes tend to be younger (median age of 24) than those charged with violent crimes (median age of 29). The median age of a victim of violent crime was 27 years of age.

- Following the recent passage of criminal harassment legislation, initial findings indicate that three in four victims of criminal harassment (stalking) were female. For female victims, casual acquaintances (28%) and ex-spouses (27%) posed the greatest threat, followed by close friends (includes intimate and ex-intimate relationships) (18%), strangers (10%), spouses (8%), other family members (5%), and business acquaintances (4%). For male victims, the pattern was quite different: 44% of accused were casual acquaintances, followed by strangers (20%), business acquaintances (12%), other family members (10%), ex-spouses (8%), close friends (5%), and spouses (2%).

Introduction

The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) annually releases information about the extent and nature of crime in our society. The Uniform Crime Reporting (UCR) Survey is the main vehicle for collecting statistics and reporting on crime and has been in operation since 1962. The purpose of the UCR survey is to count and describe those criminal incidents which are reported or become known to the police.

This Juristat focuses upon police-reported crime in 1994 and examines recent trends in violent crime, property crime, other Criminal Code incidents, impaired driving, drugs, and youth crime. As well, incident-based data from a non-representative sample of police departments are used to examine the use of weapons in violent crime, the relationship between victims and accused, and the age and sex of victims.

Throughout this report, **the terms "crime" and "crime rate" refer to total police-reported Criminal Code actual incidents, excluding traffic,** unless noted otherwise. It is also important to note that, **for incidents involving multiple offences, only the most serious offence in the incident is counted.** All crime rates are based on 100,000 population unless otherwise stated.

These official statistics do not account for all crime in Canada. It is well known that a significant proportion of some types of criminal incidents are not reported to the police for a variety of reasons. Hence, victimization surveys were developed to complement

- Les personnes accusées de crimes contre les biens ont tendance à être plus jeunes (l'âge médian étant de 24 ans) que les personnes accusées de crimes de violence (âge médian, 29 ans). L'âge médian d'une victime de crime de violence était de 27 ans.

- À la suite de l'adoption récente de la législation relative au harcèlement criminel, les premières données indiquent que trois victimes de harcèlement criminel (traquage) sur quatre étaient de sexe féminin. Pour les victimes de sexe féminin, les connaissances occasionnelles (28 %) et les ex-conjoints (27 %) représentaient la menace la plus sérieuse, suivis des amis intimes (comprend les relations intimes du moment ou antérieures) (18 %), des étrangers (10 %), des conjoints (8 %), d'autres membres de la famille (5 %), et des relations d'affaires (4 %). Pour les victimes de sexe masculin, les données étaient très différentes : 44 % des accusés étaient des connaissances occasionnelles, suivies des étrangers (20 %), des relations d'affaires (12 %), d'autres membres de la famille (10 %), des ex-conjoints (8 %), des amis intimes (5 %) et des conjoints (2 %).

Introduction

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) publie chaque année des données sur l'ampleur et la nature des actes criminels perpétrés dans notre société. En place depuis 1962, le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) est le principal moyen par lequel on recueille, avec l'aide des services de police, des statistiques et des données sur les crimes signalés. Le programme a pour objet de dénombrer et décrire les affaires criminelles qui sont signalées aux services de police ou dont ceux-ci ont connaissance.

Dans le présent Juristat, on met l'accent sur les crimes déclarés à la police en 1994, et on examine les tendances récentes concernant les crimes de violence, les crimes contre les biens, d'autres infractions prévues par le Code criminel, la conduite avec facultés affaiblies, les affaires relatives à la drogue et la criminalité chez les jeunes. En outre, on utilise des données fondées sur des affaires qui ont été fournies par un échantillon non représentatif de services de police pour analyser l'utilisation d'armes dans les crimes de violence, la nature du lien entre les victimes et les accusés, et l'âge et le sexe des victimes.

Tout au long de ce rapport, **les termes «crime» et «taux de criminalité» se rapportent au nombre total d'affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel et signalées à la police, à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation,** sauf indication contraire. Il importe également de mentionner que **pour les affaires comportant de multiples infractions, seule l'infraction la plus grave est dénombrée.** A moins d'indication contraire, tous les taux de criminalité sont exprimés sur la base de 100 000 habitants.

Ces statistiques officielles ne représentent pas tous les crimes commis au Canada. On sait bien que pour diverses raisons, une proportion non négligeable de tous les types d'affaires criminelles n'est pas signalée à la police. C'est pourquoi on a mis au point des enquêtes sur la victimisation

officially recorded crime data. Victimization surveys measure the extent to which criminal incidents are not reported to the police, why victims decide not to report, the consequences of crime upon its victims, and public perceptions about the level of crime. Statistics Canada conducted national victimization surveys as part of the General Social Survey (GSS) in 1988 and again in 1993. For further information on the results of the GSS, please refer to the Juristat "Trends in Criminal Victimization, 1988-1993" (Catalogue 85-002, Vol. 14, No.13).

pour compléter les données sur les crimes officiellement signalés. Les enquêtes sur la victimisation mesurent le degré de non-signalement des affaires criminelles à la police, les raisons pour lesquelles les victimes décident de ne pas signaler l'affaire, les conséquences des actes criminels sur les personnes qui en sont victimes, et la perception que les gens ont du niveau de criminalité. En 1988 et de nouveau en 1993, Statistique Canada a mené des enquêtes nationales sur la victimisation dans le cadre de l'Enquête sociale générale (ESG). Pour de plus amples renseignements sur les résultats de l'ESG, voir le Juristat intitulé «Tendances en matière de victimisation : 1988-1993» (numéro de catalogue 85-002, vol. 14, nº 13).

Crime rate declines for the third consecutive year

Of the 2.6 million Criminal Code incidents (excluding traffic), reported in 1994, 12% were violent crimes, 58% property, and 31% "other Criminal Code" crimes (e.g. prostitution, arson, mischief, restricted weapons). In addition, 185,641 Criminal Code traffic incidents, 60,594 drug incidents and 40,492 "other Federal Statute" incidents (e.g. Excise Act, Immigration Act, Canada Shipping Act) were reported in 1994. In total, there were 2.9 million federal statute crimes reported by police in 1994, down 4% from 1993.

Le taux de criminalité diminue pour la troisième année consécutive

Sur les 2,6 millions d'infractions au Code criminel (à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation) signalées en 1994, 12 % étaient des crimes de violence, 58 % des crimes contre les biens, et 31 % d'«autres infractions prévues par le Code criminel (p. ex., prostitution, crimes d'incendies, méfaits, armes à autorisation restreinte). En outre, on a déclaré en 1994, 185 641 infractions aux règlements de la circulation prévues par le Code criminel, 60 594 affaires reliées aux drogues, et 40 492 infractions prévues par d'«autres lois fédérales» (p. ex., *Loi sur l'accise, Loi sur l'immigration, Loi sur* la marine marchande du Canada). Au total, 2,9 millions d'infractions à des lois fédérales ont été commises en 1994, ce qui représente une baisse de 4 % par rapport à 1993.

The police-reported crime rate decreased for the third consecutive year (-5%) in 1994. The trend in the crime rate has not been uniform over the last 10 years. The 1994 rate of 9,002 incidents per 100,000 population was similar to the rate in 1987. The crime rate showed slight decreases in 1984, 1988, 1989, and more notable decreases since 1991. Despite these recent decreases, the 1994 crime rate was 8% higher than a decade ago.

Le taux de criminalité déclaré par la police a diminué pour la troisième année consécutive (-5 %) en 1994. Au cours des dix dernières années, on n'a pas observé de tendance uniforme dans le taux de criminalité. Le taux de 1994, soit 9 002 affaires pour 100 000 habitants est très similaire à celui de 1987. Le taux de criminalité a régressé sensiblement en 1984, 1988, 1989, et a connu des diminutions plus marquées depuis 1991. Malgré ces récentes diminutions, le taux de 1994 était de 8 % plus élevé qu'il y a 10 ans.

The violent crime rate decreased by 3% in 1994. The rates of property and other Criminal Code crimes continued to decline, with decreases of 6% and 4% respectively from 1993 (Figure 1).

Le taux de crimes de violence a diminué de 3 % en 1994. Les taux de crimes contre les biens et d'autres affaires reliées à des infractions au Code criminel ont continué à chuter, enregistrant des baisses de 6 % et 4 % respectivement par rapport à 1993 (graphique 1)

Criminal Code - Total, 1994[1]	
Highest rate:	B.C. (14,106 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (5,570 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+0.1%)
Largest decrease:	P.E.I. (-12.7%)

Code criminel - Total, 1994[1]	
Taux le plus élevé :	C.-B. (14 106 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (5 570 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+0,1 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-12,7 %)

The overall decline in the Canadian crime rate was mirrored in the United States. The 1994 preliminary data released by the Federal Bureau of Investigation (May, 1995) showed the third consecutive yearly decline in reported crime. Violent crime in the United States fell 4% and property crime declined 3% in 1994.

La baisse générale du taux de criminalité au Canada s'est reflétée aux États-Unis. Il ressort des données préliminaires pour 1994 publiées par le Federal Bureau of Investigation (mai 1995) que le taux de crimes signalés a diminué pour la troisième année consécutive. Aux États-Unis, le taux de crimes de violence a chuté de 4 %, et celui des crimes contre les biens de 3 % en 1994.

[1] *Summary tables exclude the Yukon and the Northwest Territories.*

[1] *Les tableaux sommaires excluent le Yukon et les Territoires de Nord-Ouest.*

Table 1

Rates of Criminal Code Incidents, Canada, 1984 - 1994[1]

Tableau 1

Taux d'infractions prévues par le Code criminel, Canada, 1984 - 1994[1]

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991[2r]	1992[2r]	1993[r]	1994
Violent crime rate – Taux de crimes de violence	698	731	782	826	865	908	970	1,056	1,077	1,072	1,037
Year-to-year % change – Variation en % d'une année à l'autre	3.1	4.7	7.0	5.6	4.7	5.0	6.8	8.9	2.0	-0.5	-3.2
Property crime rate – Taux de crimes contre les biens	5,481	5430	5,528	5,531	5,419	5,271	5,593	6,141	5,868	5,525	5,214
Year-to-year % change – Variation en % d'une année à l'autre	-1.9	-0.9	1.8	0.1	-2.0	-2.7	6.1	9.8	-4.4	-5.8	-5.6
Other Criminal Code crime rate – Taux d'autres infractions prévues par le Code criminel	2,177	2,219	2,382	2,565	2,603	2,682	2,891	3,113	3,033	2,855	2,751
Year-to-year % change – Variation en % d'une année à l'autre	0.1	1.9	7.3	7.7	1.5	3.0	7.8	7.7	-2.6	-5.9	-3.7
Total Criminal Code crime rate, excluding traffic infractions – Taux global de crimes prévues par le Code criminel, excluant les infractions aux règlements de la circulation	8,356	8,381	8,692	8,922	8,887	8,860	9,454	10,309	9,978	9,453	9,002
Year-to-year % change – Variation en % d'une année à l'autre	-1.0	0.3	3.7	2.6	-0.4	-0.3	6.7	9.0	-3.2	-5.3	-4.8

1 *Rates are calculated on the basis of 100,000 population. The population estimates are from Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Revisions to the populations for 1991, 1992 and 1993 have changed crime rates for these years. (Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, and preliminary postcensal estimates for 1994.) – Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants. Les estimés de la population proviennent de la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Les révisions des chiffres de la population pour 1991, 1992, et 1993 ont eu des répercussions sur les taux de criminalité pour ces années. (Population au 1er juillet: estimations intercensitaires corrigées de 1984 à 1990; estimations postcensitaires définitives pour 1991 et 1992; estimations postcensitaires mises à jour pour 1993; et estimations postcenitaires provisoires pour 1994.)*

2 *Due to a change in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto. – Étant donné un changement au niveau de la procédure de comptage pour la région métropolitaine de Toronto, des précautions doivent être prises lorsque l'on effectue des calculs de variations en pourcentage entre 1991 et 1992 pour le Canada, l'Ontario et Toronto.*

r *Revised. – Révisé.*

Source: *Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.*

Table 2

Federal Statute Incidents Reported to Police, by Most Serious Offence, Canada, 1990 - 1994

Tableau 2

Affaires liées aux lois fédérales déclarées à la police, selon la règle de l'infraction la plus grave, Canada, 1990 - 1994

	1990		1991[1]		1992[1]		1993[r]		1994	
	Number Nombre	Rate* Taux*	Number Nombre	Rate* Taux*	Number Nombre	Rate* Taux*	Number Nombre	Rate* Taux*	Number Nombre	Rate* Taux*
Homicide	656	2	753	3	732	3	630	2	596	2
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	905	3	1,044	4	1,054	4	984	3	918	3
Assaults – Total – Voies de fait	**207,331**	**746**	**226,552**	**806**	**232,910**	**816**	**238,503**	**824**	**236,364**	**808**
Level 1 – Niveau 1	151,585	545	167,227	595	175,745	616	181,807	628	181,400	620
Level 2 – Weapon- Avec arme-Niveau 2	35,282	127	37,796	134	37,459	131	38,767	134	37,706	129
Level 3 – Aggravated-Graves-Niveau 3	3,470	12	3,884	14	3,551	12	3,180	11	2,993	10
Other – Autres	16,994	61	17,645	63	16,155	57	14,749	51	14,265	49
Sexual Assaults – Total – Agressions sexuelles	**27,843**	**100**	**30,351**	**108**	**34,355**	**120**	**34,754**	**120**	**31,690**	**108**
Level 1 – Niveau 1	26,540	95	28,916	103	33,022	116	33,536	116	30,560	104
Level 2 – Weapon- Avec arme-Niveau 2	918	3	971	3	935	3	860	3	768	3
Level 3 – Aggravated-Graves-Niveau 3	385	1	464	2	398	1	358	1	362	1
Other Sexual Offences – Autres infractions sexuelles	3,613	13	3,931	14	4,040	14	4,171	14	3,812	13
Abduction – Enlèvements	1,046	4	1,095	4	1,220	4	1,204	4	1,130	4
Robbery – Total-Vols qualifiés	28,109	101	33,236	118	33,201	116	29,955	104	28,888	99
Firearms – Avec armes à feu	7,426	27	9,006	32	8,736	31	8,038	28	7,371	25
Other Weapons – Avec autres armes	7,783	28	9,436	34	10,793	38	9,720	34	9,336	32
Other – Autres	12,900	46	14,794	53	13,672	48	12,197	42	12,181	42
Violent crime – Total – Crimes de violence	**269,503**	**970**	**296,962**	**1,056**	**307,512**	**1,077**	**310,201**	**1,072**	**303,398**	**1,037**
Breaking & Entering – Total – Introduction par effraction	**379,364**	**1,365**	**434,602**	**1,546**	**427,153**	**1,497**	**406,421**	**1,404**	**387,877**	**1,326**
Business – Établissements commerciaux	117,399	422	134,432	478	128,514	450	115,757	400	110,037	376
Residential – Résidences	215,284	775	246,716	877	245,453	860	239,322	827	226,964	776
Other – Autres	46,681	168	53,454	190	53,186	186	51,342	177	50,876	174
Motor vehicle theft – Vols de véhicules à moteur	114,082	411	139,345	496	146,801	514	156,685	541	159,663	546
Theft over $1,000 – Vols de plus de 1 000$	101,639	366	117,540	418	120,063	421	117,765	407	116,295	398
Theft $1,000 and under – Vols de 1 000$ et moins	798,851	2,875	864,349	3,074	823,469	2,885	774,293	2,675	727,364	2,487
Have stolen goods – Possession de biens volés	29,814	107	34,040	121	31,551	111	30,827	107	30,522	104
Fraud-Fraude	130,598	470	136,893	487	125,736	441	113,046	391	103,210	353
Property crime – Total – Crimes contre les biens	**1,554,348**	**5,593**	**1,726,769**	**6,141**	**1,674,773**	**5,868**	**1,599,037**	**5,525**	**1,524,931**	**5,214**
Mischief – Méfait	421,853	1,518	465,045	1,654	453,547	1,589	415,508	1,436	396,596	1,356
Bail Violation – Violation des conditions – sous caution	55,911	201	59,608	212	65,466	229	66,271	229	65,740	225
Disturbing the Peace – Crimes contre l'ordre public	53,677	193	57,407	204	56,327	197	54,492	188	51,205	175
Offensive Weapons – Armes offensives	18,061	65	19,687	70	17,704	62	18,584	64	18,919	65
Prostitution	10,273	37	10,567	38	10,137	36	8,517	29	5,588	19
Arson – Crimes d'incendie	8,778	32	12,389	44	13,146	46	12,470	43	13,565	46
Other – Autres	17,421	63	19,369	69	20,221	71	20,185	70	18,538	63
Other Criminal Code – Total – Autres infractions/Code criminel	**803,342**	**2,891**	**875,257**	**3,113**	**865,696**	**3,033**	**826,388**	**2,855**	**804,501**	**2,751**
Criminal Code without Traffic – TOTAL – Code criminel sans circulation	**2,627,193**	**9,454**	**2,898,988**	**10,309**	**2,847,981**	**9,978**	**2,735,626**	**9,453**	**2,632,830**	**9,002**
Impaired Driving – Total – Conduite avec facultés affaiblies	139,078	500	140,727	500	132,419	464	117,574	406	106,979	366
Fail to Stop/Remain – Défaut de s'arrêter lors d'un accident	70,702	254	65,974	235	67,053	235	60,066	208	60,124	206
Other traffic – Autres circulations	234,789	845	250,554	891	249,369	874	250,546	866	252,888	865
Criminal Code Traffic – TOTAL – Circulation – Code criminel	**227,201**	**818**	**226,070**	**804**	**219,693**	**770**	**197,825**	**684**	**185,641**	**635**
Criminal Code – Total – Code criminel	**2,854,394**	**10,271**	**3,125,058**	**11,113**	**3,067,674**	**10,748**	**2,933,451**	**10,136**	**2,818,471**	**9,636**
Drugs – Drogues	60,645	218	57,093	203	58,881	206	56,817	196	60,594	207
Other Federal Statutes – Autres lois Fédérales	31,691	114	36,626	130	44,671	157	48,282	167	40,492	138
Total Federal Statutes – Total lois fédérales	**2,946,730**	**10,603**	**3,218,777**	**11,447**	**3,171,226**	**11,111**	**3,038,550**	**10,499**	**2,919,557**	**9,982**

1 *Due to changes in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto. – Étant donné un changement au niveau de la procédure de comptage pour la région métropolitaine de Toronto, des précautions doivent être prises lorsque l'on effectue des calculs de variations en pourcentage entre 1991 et 1992 pour le Canada, l'Ontario et Toronto.*

r *Revised. – Révisé.*

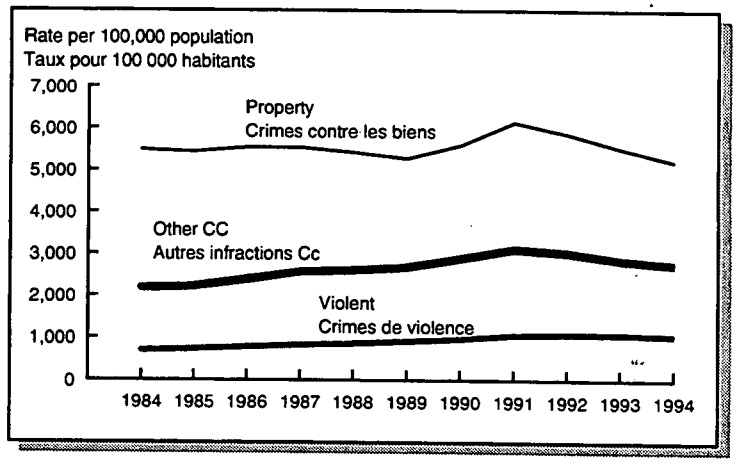
* *Rates are calculated based on 100,000 population. Revisions to the populations for 1991, 1992, and 1993 have changed crime rates for these years. – Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants. Les révisions des chiffres de la population pour 1991, 1992 et 1993 ont eu des répercussions sur les taux de criminalité pour ces années.*

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.

Figure 1

Violent, property and other Criminal Code incidents, Canada, 1984 to 1994

Crimes de violence, crimes contre les biens et autres infractions, Canada, 1984 à 1994



Three-quarters of violent crimes solved

A crime is solved by police when there is sufficient evidence to lay a charge against a suspect. The incident is referred to as cleared, either by charge or otherwise. Cleared-otherwise means that, for a variety of reasons, no charges are laid, although there is an identified suspect and sufficient evidence to lay a charge. Examples of the latter include cases where the alleged offender dies before he or she can be formally charged, or where the accused is less than 12 years of age. Consistent with past years, clearance rates for violent crimes were three times higher than for property crimes in 1994. Three-quarters of violent incidents were cleared in 1994 (51% by charge and 24% otherwise), compared to slightly less than one-quarter for property crimes (15% by charge and 7% otherwise). Of all the violent crimes, robbery had the lowest clearance rate. Figure 2 shows clearance rates for selected violent and property crimes.

Les trois quarts des crimes de violence sont résolus

Un crime est résolu par la police lorsque celle-ci a suffisamment de preuves pour porter des accusations contre un suspect. On dit alors que l'affaire a été classée, que ce soit par mise en accusation ou sans mise en accusation. L'expression «classée sans mise en accusation» signifie que, pour diverses raisons, aucune accusation n'a été portée, même si un suspect a été identifié et qu'il y a suffisamment de preuves pour porter des accusations. À titre d'exemples, mentionnons le cas où l'auteur présumé de l'infraction décède avant que l'on puisse porter officiellement des accusations, et le cas où le suspect a moins de 12 ans. Comme dans les années précédentes, le taux de classement des crimes de violence était de trois fois plus élevé que celui des crimes contre les biens en 1994. Les trois quarts des crimes de violence ont été classés en 1994 (51 % par mise en accusation et 24 % sans mise en accusation), comparativement à un peu moins du quart des crimes contre les biens (15 % par mise en accusation et 7 % sans mise en accusation). Parmi tous les crimes de violence, les vols qualifiés étaient ceux qui avaient le taux de classement le plus faible. Le graphique 2 montre les taux de classement pour divers crimes de violence et de crimes contre les biens.

Figure 2

Clearance rates for selected incidents, Canada, 1994

Taux de classement pour certaines affaires,Canada, 1994

Cleared by charge: A charge is laid against an accused
Cleared otherwise: Sufficient evidence to lay a charge but none laid.
Affaires classées par mise en accusation: Une accusation est portée contre un accusé.
Affaires classées sans mise en accusation: Preuve suffisante pour porter une accusation, mais l'accusation n'est pas portée.

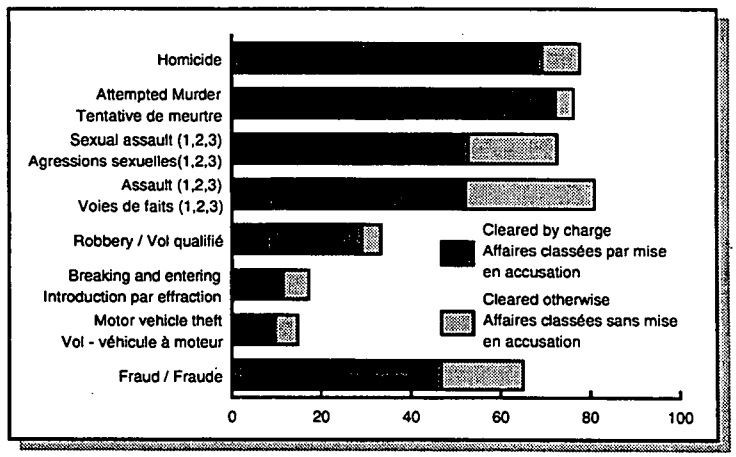


Table 3

Percentage of Selected Incidents Cleared, Canada, 1994

Tableau 3

Pourcentage des certaines affaires classées, Canada, 1994

	Percentage Cleared – Pourcentage classé			Percentage Not Cleared
	% Cleared by charge % Classé par mise en accusation	% Cleared otherwise % Classé sans mise en accusation	Total % Cleared % Classé – Total	Pourcentage non-classé
Homicide[1]	72	8	80	20
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	72	4	76	24
Assaults – Voies de faits	54	27	81	19
Sexual Assaults – Agressions sexuelles	50	20	70	30
Other sexual offences – Autres infractions sexuelles	64	18	83	17
Abduction – Enlèvements	25	31	55	45
Robbery – Vols qualifiés	29	4	33	67
Violent crime – Total – Crimes de violence	**51**	**24**	**75**	**25**
Breaking and Entering – Introduction par effraction	11	6	17	83
Motor Vehicle Theft – Vols de véhicules à moteur	10	5	15	85
Fraud – Fraude	47	18	65	35
Theft over $1000 – Vols de plus de 1 000$	6	4	10	90
Theft $1000 and under – Vols de 1 000$ et moins	13	7	20	80
Property crime – Total – Crimes contre les biens	**15**	**7**	**23**	**77**
Mischief – Méfait	7	8	15	85
Arson – Crimes d'incendie	11	10	20	80
Prostitution	96	2	98	2
Offensive Weapons – Armes offensives	54	24	78	22
Criminal Code without traffic – Total – Code criminel sans circulation	**23**	**12**	**35**	**65**
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	92	4	96	4
Cocaine – Possession – Cocaïne	83	9	92	8
Cocaine – Trafficking – Trafic – Cocaïne	77	3	81	19
Cannabis – Possession – Cannabis	66	25	91	9
Cannabis – Trafficking – Trafic – Cannabis	75	6	81	19

[1] *Homicide Survey, CCJS. – L'enquête sur les homicides, CCSJ.*

Source: *Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.*

Largest decrease in violent crime since survey began

Violent criminal incidents (approximately 303,000 incidents in 1994) include homicide, attempted murder, assault, sexual assault, other sexual offences, abduction and robbery. The violent crime rate declined by 3% in 1994, the largest annual decline since 1962, the first year of the UCR survey. This decline, and the slight decrease in 1993, follow 15 years of annual increases in the violent crime rate. Despite these declines, the rate of violent crime has increased 49% since 1984.

It is difficult to determine what proportion of the increase in violent crime over the past decade is due to actual increases in the level of societal violence. Factors such as changes in reporting behaviour by the public, police charging practices, and policy and legislative changes may all have contributed to this increase. Figure 3 shows that much of the increase in the violent crime rate over the past decade was directly attributable to a large increase in the rate of minor assaults, which account for 60% of violent crime (Figure 3). If assaults level 1 are removed from total violent crime, the increase in the violent crime rate from 1985 to 1994 drops from 43% to 24%.

All categories of violent crime declined in 1994. Six of the seven categories of violent crime showed large rate decreases in 1994: sexual assault (levels 1-3) (-10%), other sexual offences (-10%), attempted murder (-8%), abduction (-7%) homicide (-6%), and robbery (-5%). Assault (all categories) also decreased (-2%).

Violent Crime - total, 1994	
Highest rate:	Man. (1,600 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (730 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+4.6%)
Largest decrease:	Alta. (-7.9%)

La plus forte baisse du taux de crimes de violence depuis l'entrée en vigueur du programme

Les affaires relatives à des crimes de violence (approximativement 303 000 affaires en 1994) comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les agressions sexuelles, les autres infractions sexuelles, les enlèvements et les vols qualifiés. Le taux de crimes de violence a diminué de 3 % en 1994, ce qui représente la plus forte diminution annuelle depuis 1962, la première année du programme DUC. Cette diminution, et la légère baisse observée en 1993, met fin à 15 années d'augmentations annuelles du taux de crimes de violence. Malgré ces diminutions, le taux de crimes de violence a augmenté de 49 % depuis 1984.

Il est difficile de déterminer quelle proportion de l'accroissement du nombre de crimes de violence au cours de la décennie écoulée est due à une progression réelle du niveau de violence dans la société. Des facteurs comme des changements dans les comportements en matière de déclaration, les pratiques de mise en accusation suivies par les services de police, ainsi que des changements de politique et d'ordre législatif ont peut-être tous joué un rôle dans cet accroissement. Le graphique 3 montre qu'une bonne partie de l'augmentation du taux de crimes de violence au cours de la dernière décennie est directement attribuable à une forte augmentation du taux des voies de fait simples, qui comptent pour 60 % des crimes de violence (graphique 3). Si l'on soustrait les voies de fait du niveau 1 du nombre total de crimes de violence, l'augmentation du taux de crimes de violence de 1985 à 1994 chute de 43 % à 24 %.

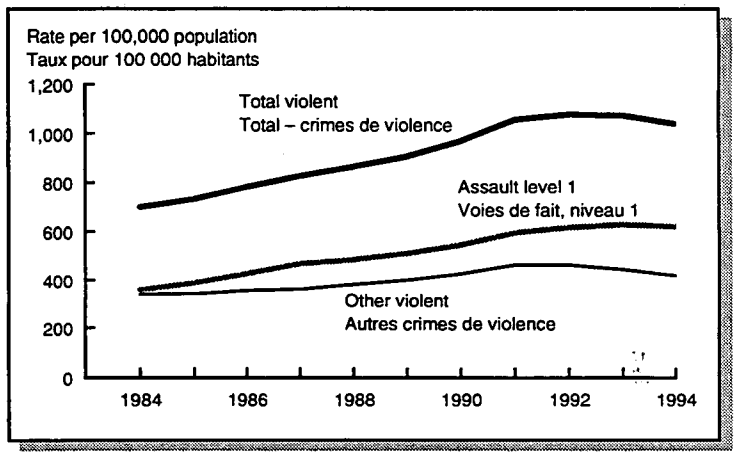
Toutes les catégories de crimes de violence ont connu des diminutions de leur taux en 1994. Six des sept catégories de crimes de violence ont régressé de façon marquée en 1994 : les agressions sexuelles des niveaux 1 à 3 (-10 %), les autres infractions sexuelles (-10 %), les tentatives de meurtre (-8 %), les enlèvements (-7 %), les homicides (-6 %) et les vols qualifiés (-5 %). Le taux des voies de fait (toutes les catégories) a également diminué (-2 %).

Crimes de violence, 1994	
Taux le plus élevé :	Man. (1 600 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (730 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+4,6 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-7,9 %)

Figure 3

Assault level 1 and other violent crime, Canada, 1984 to 1994

Voies de fait niveau 1 et autres crimes de violence, Canada, 1984 à 1994

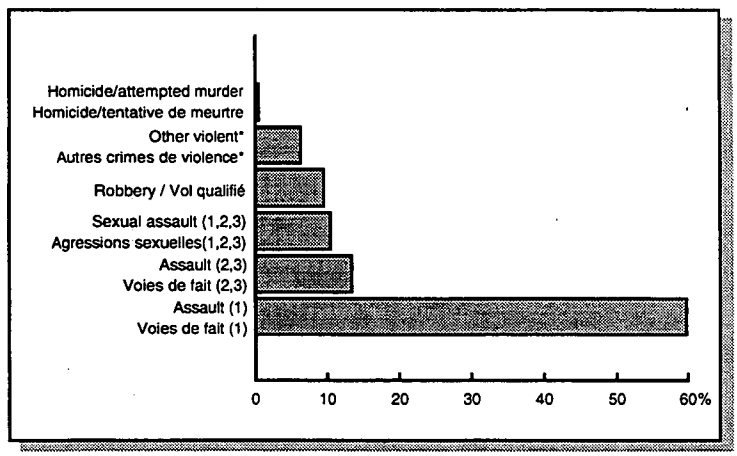


Source: Table 2
Source: Tableau 2

Figure 4

Violent crime categories, Canada, 1994

Composition des crimes de violence, Canada, 1994



* *Other violent includes abduction, other sexual offences and other assaults.*
* *Les autres crimes de violence comprennent les enlèvements, les autres infractions d'ordre sexuel et les autres voies de fait.*

Source: Table 2
Source: Tableau 2

Lowest homicide rate in 25 years

There were 596 homicides (first and second degree murder, manslaughter, and infanticide) and 918 attempted murders in 1994. Together these crimes continue to account for less than one-half of one percent of reported violent incidents. In 1994, the homicide rate dropped for the third year in a row (-6%) to a 25-year low of 2.04 per 100,000 population. The attempted murder rate also decreased for the third year in a row, by 8% (Figure 5).

Taux d'homicide le plus faible en 25 ans

Il y a eu 596 homicides (qui comprennent les meurtres au premier degré, les meurtres au deuxième degré, les homicides involontaires coupables et les infanticides) et 918 tentatives de meurtre en 1994. Ensemble, ces affaires représentent encore moins d'un demi de un pour cent des crimes de violence déclarés. En 1994, le taux d'homicides a chuté pour la troisième année consécutive (-6 %) pour atteindre 2,04 pour 100 000 habitants, soit le taux le plus bas en 25 ans. Le taux des tentatives de meurtre a également diminué pour la troisième année d'affilée (-8 %) (graphique 5).

In 1994, shootings continued to account for about one-third of all homicides: 90 homicides were committed with a handgun, 66 with a rifle/shotgun, 26 with a sawed-off rifle/shotgun, and 14 with a fully automatic firearm. Other common methods used to commit homicide in 1994 included stabbings (26%), beatings (18%), strangulation/suffocation (14%), fire/arson (3%), and poisoning (2%).

Of the homicides for which an accused was identified, 40% of the victims were killed by a spouse or other family member, 46% were killed by an acquaintance, and 13% were killed by a stranger. For a detailed analysis on homicide, refer to the Juristat, Homicide in Canada, 1994, Vol. 15 No. 11.

Homicide, 1994	
Highest rate:	B.C. (3.1 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (0.7 per 100,000)
Largest increase:	N.B. (+35.8%)
Largest decrease:	P.E.I .(-50.5%)[2]

Attempted Murder, 1994	
Highest rate:	Qc. (4.9 per 100,000)
Lowest rate:	P.E.I. (0.7 per 100,000)
Largest increase:	B.C. (+16.3%)
Largest decrease:	P.E.I. (-50.5%)

[2] *Changes in small numbers produce large percentage variations (e.g. 2 homicides in 1993 vs 1 in 1994).*

En 1994, les homicides commis à l'aide d'une arme à feu ont encore représenté environ le tiers de tous les homicides : 90 homicides ont été commis à l'aide d'une arme de poing, 66 avec une carabine/un fusil de chasse, 26 avec une carabine/un fusil de chasse à canon tronqué, et 14 avec une arme à feu entièrement automatique. Les autres méthodes souvent utilisées pour commettre un homicide en 1994 étaient les suivantes : poignard (26 %), coups (18 %), strangulation/suffocation (14 %), incendie criminel (3 %) et empoisonnement (2 %).

Sur les homicides pour lesquels un accusé a été identifié, 40 % des victimes ont été tuées par un conjoint ou un autre membre de la famille, 46 % par une connaissance, et seulement 13 % par un étranger. Pour une analyse détaillée des homicides, voir l'article L'homicide au Canada, 1994, dans le Juristat, vol. 15, nº 11.

Homicides, 1994	
Taux le plus élevé :	C.-B. (3,1 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (0,7 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	N.-B. (+35,8 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-50,5 %)[2]

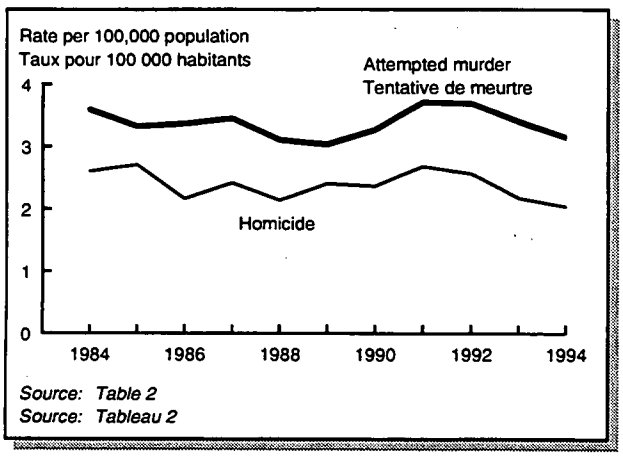
Tentatives de meurtre, 1994	
Taux le plus élevé :	Qc (4,9 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Î.-P.-É. (0,7 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	C.B. (+16.3%)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-50,5 %)

[2] *Les variations dans les petits nombres produisent de grandes variations en pourcentage (e.g. 2 homicides en 1993 vs 1 en 1994).*

Figure 5

Homicide and attempted murder, Canada, 1984 to 1994

Homicide et tentative de meurtre, Canada, 1984 à 1994

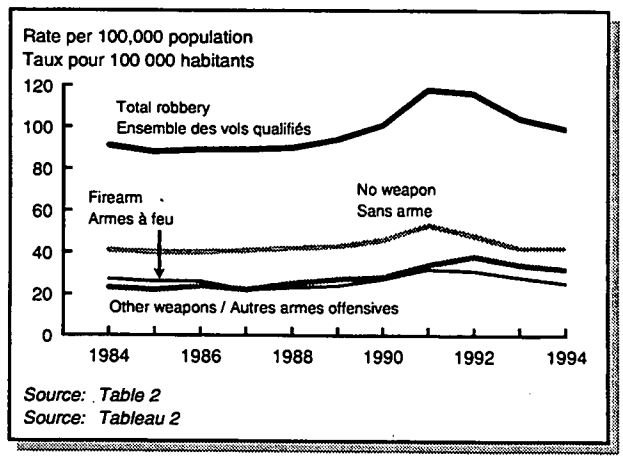


Source: Table 2
Source: Tableau 2

Figure 6

Robbery incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires de vol qualifié, Canada, 1984 à 1994



Source: Table 2
Source: Tableau 2

Robbery rate declines 5%

Robbery represented 10% of violent crime in 1994. Police reported a total of 28,888 incidents of robbery in 1994, representing a rate of 99 incidents per 100,000 population, down 5% from 1993. The robbery rate has been falling since 1991.

Similar to past years, 58% of robbery incidents involved a weapon: 26% were firearms and 32% were other offensive weapons. The rate of firearms use in robbery during the past decade has declined slightly, despite yearly fluctuations. In contrast, the rate of robbery involving other offensive weapons (e.g., knives) generally increased from 23 per 100,000 in 1984 to 32 per 100,000 in 1994, representing an average annual increase of 4%. The rate of robbery with no weapon (use or threat of physical force) gradually increased from 41 incidents per 100,000 population in 1984 to 53 per 100,000 in 1991 and has declined to a rate of 42 per 100,000 in 1994 (Figure 6).

The 1994 UCR incident-based research file showed that while most violent crime victims knew their accused, the accused was a stranger to the victim in over three-quarters of robbery incidents.

Robbery, 1994	
Highest rate:	Man. (161 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (12 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+27.3%)
Largest decrease:	N.B. (-28.0%)

Le taux des vols qualifiés diminue de 5 %

Les vols qualifiés ont représenté 10 % des crimes de violence en 1994. La police a déclaré au total 28 888 affaires de vol qualifié, ce qui représente un taux de 99 affaires pour 100 000 habitants, et une baisse de 5 % par rapport à 1993. Le taux de vols qualifiés diminue depuis 1991.

Comme dans les années précédentes, 58 % des vols qualifiés ont été perpétrés avec une arme : 26 % avec des armes à feu et 32 % avec d'autres armes offensives. En dépit des fluctuations annuelles, le taux de vols qualifiés perpétrés avec une arme à feu a légèrement diminué au cours de la dernière décennie. Par contraste, le taux de vols qualifiés commis à l'aide d'autres armes offensives (p. ex., des couteaux) est passé de 23 pour 100 000 habitants en 1984 à 32 pour 100 000 habitants en 1994, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 4 %. Le taux de vols qualifiés commis sans arme (utilisation ou menace d'utilisation de la force physique) a augmenté graduellement, passant de 41 affaires pour 100 000 habitants en 1984 à 53 affaires pour 100 000 habitants en 1991 pour ensuite diminué à 42 affaires pour 100 000 habitants en 1994 (graphique 6).

Selon le fichier de recherche fondé sur les affaires du programme DUC, la plupart des victimes de crimes de violence connaissaient leur agresseur, alors que l'accusé n'était pas connu de la victime dans plus des trois quarts des vols qualifiés.

Vols qualifiés, 1994	
Taux le plus élevé :	Man. (161 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (12 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+27,3 %)
Dimin. la plus forte :	N.-B. (-28,0 %)

Sexual assaults decrease by 10%

Sexual assaults accounted for 10% of all violent incidents in 1994. Sexual assault is divided into 3 levels according to the seriousness of the offence: level 1 sexual assault, level 2 sexual assault (with a weapon, threats to a third party, or causing bodily harm), and level 3 aggravated sexual assault (wounds, mains, disfigures or endangers life of victim).

There were 31,690 reported incidents of sexual assault in 1994, most of these (96%) classified by police as level 1. The rate of level 1 sexual assault, 104 per 100,000 population, decreased by 10% in 1994, the first decrease since the new assault categories were created in 1983. Despite this decline, the rate of level 1 sexual assault has increase by 99% since 1984, an average annual increase of 8%.

Les agressions sexuelles diminuent de 10 %

Les agressions sexuelles ont constitué 10 % de toutes les affaires de crime de violence en 1994. Les agressions sexuelles se répartissent en trois niveaux selon la gravité de l'infraction : les agressions sexuelles du niveau 1, les agressions sexuelles du niveau 2 (commises à l'aide d'une arme, comportant des menaces à une tierce personne ou causant des lésions corporelles), et les agressions sexuelles graves du niveau 3 (la victime est blessée, estropiée ou défigurée, ou encore sa vie est mise en danger).

En 1994, 31 690 affaires d'agression sexuelle ont été signalées, la plupart d'entre elles (96 %) ayant été classées par la police au niveau 1. Le taux d'agressions sexuelles du niveau 1, soit 104 pour 100 000 habitants en 1994, a fléchi de 10 % en 1994, ce qui représente la première diminution depuis l'instauration des nouvelles catégories d'agressions sexuelles en 1983. En dépit de cette diminution, le taux d'agression sexuelles de niveau 1 a augmenté de 99 % depuis 1984, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 8 %.

Similar to assault levels 2 and 3, rates of sexual assault causing serious physical harm have remained stable or decreased in recent years. In 1994, there were 768 reported incidents of sexual assault level 2, (representing 2.63 incidents for every 100,000 population), a rate which has declined by 25% over the last three years. Aggravated sexual assault level 3 incident rates have generally declined during the past decade (with the exception of 1991) from 526 incidents in 1984 to 362 incidents in 1994, a decline in the rate of 40%.

Comme pour les voies de fait des niveaux 2 et 3, les taux des agressions sexuelles causant de graves lésions corporelles sont demeurés stables ou ont régressé au cours des dernières années. En 1994, les services de police ont déclaré 768 affaires d'agression sexuelle du niveau 2 (ce qui représente 2,63 affaires pour 100 000 habitants), un taux qui a connu une diminution de 25% au cours des trois dernières années. Le nombre d'agressions sexuelles graves du niveau 3 a généralement diminué au cours de la dernière décennie (à l'exception de 1991), passant de 526 affaires en 1984 à 362 affaires en 1994, le taux enregistrant une baisse correspondante de 40 %.

Sexual Assault (1,2,3), 1994	
Highest rate:	Nfld. (181 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (52 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+18.4%)
Largest decrease:	Man. (-19.3%)

Agressions sexuelles (1,2,3), 1994	
Taux le plus élevé :	T.-N. (181 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (52 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+18,4 %)
Dimin. la plus forte :	Man. (-19,3 %)

The 1994 UCR incident-based research file showed that approximately one-third of sexual assault victims were under 12 years of age and approximately another one-third were aged 12 to 17. For sexual assault victims, 35% were assaulted by a casual acquaintance, 22% by a stranger, 11% by a parent, 13% by another family member, 8% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), and 6% by a business acquaintance.

Le fichier de recherche fondé sur les affaires du programme DUC a montré qu'en 1994, environ le tiers des victimes d'agression sexuelle avaient moins de 12 ans, et environ le tiers étaient âgées de 12 à 17 ans. Parmi les victimes d'agression sexuelle, 35 % ont été agressées par une connaissance occasionnelle, 22 % par un étranger, 11 % par un parent, 13 % par un autre membre de la famille, 8 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), et 6 % par une relation d'affaires.

6 in 10 violent crimes are minor assaults

Six crimes de violence sur dix sont des voies de fait simples

The most frequently reported category of violent crime in Canada is assault. The Criminal Code defines several categories of assault: minor assault (level 1), assault with a weapon or causing bodily harm (level 2), aggravated assault (level 3), and other assaults (i.e. assault peace officer, unlawfully causing bodily harm, discharge firearm with intent and other assaults).

Au Canada, les voies de fait représentent la catégorie de crimes de violence les plus fréquemment déclarés. Le Code criminel définit plusieurs catégories de voies de fait : les voies de fait simples (niveau 1), les voies de fait commises avec une arme ou causant des lésions corporelles (niveau 2), les voies de fait graves (niveau 3) et les autres voies de fait (c.-à.-d. voies de fait contre un agent de la paix, infliction illégale de lésions corporelles, décharge d'une arme à feu avec intention et autres voies de fait).

In 1983, Bill C-127 gave police the ability to make arrests without a warrant if there were reasonable and probable grounds to believe that an assault took place. Police no longer had to witness the assault nor see evidence of physical injury in order to make an arrest. The intention of this change was mainly to allow police to act in cases of domestic violence. The effect of this amendment, however, was to make it easier for police to lay charges in all types of assault. For assault level 1 incidents, the cleared-by-charge rate increased steadily from 35% in 1984 to the current level of 53% in 1994. The changes in the definition of assault and police charging practices influenced the overall increases in the rates of reported violent incidents and of persons charged with assault since 1983.

En 1983, le projet de loi C-127 a donné à la police le pouvoir de procéder à des arrestations sans mandat si elle a des motifs raisonnables et probables de croire que des voies de fait ont été commises. Il n'est donc plus nécessaire que la police ait été témoin de l'infraction ou qu'elle ait vu des lésions corporelles pour procéder à une arrestation. Ce changement avait principalement pour but de permettre à la police d'intervenir dans les cas de violence familiale. Quoi qu'il en soit, il a fait en sorte qu'il est désormais plus facile pour la police de porter des accusations relativement à tous les types de voies de fait. Pour les affaires de voies de fait du niveau 1, le taux de classement par mise en accusation s'est accru de façon constante, passant de 35 % en 1984 au niveau actuel de 53 % en 1994. Les changements apportés à la définition des voies de fait et aux pratiques relatives aux accusations ont influé sur les hausses globales des taux de crimes de violence déclarés et du nombre de personnes accusées relativement à ces affaires depuis 1983.

Assaults level 1 continued to account for six in ten reported violent incidents in 1994. Police recorded 181,400 of these incidents, representing a rate of 620

Les voies de fait du niveau 1 représentent encore six affaires de crime de violence sur dix déclarées en 1994. La police a signalé 181 400 affaires de ce genre en 1994, ce qui

per 100,000 population. Although the rate of assault level 1 declined slightly in 1994, it has increased by 73% since 1984, an average annual increase of 6%. Increases in assault level 1 incidents have strongly influenced the overall increases in violent crime recorded over the past decade.

In 1994, police recorded 37,706 incidents of assault level 2, for a rate of 129 incidents per 100,000 population. Throughout the decade, the rate of level 2 assault incidents (an average increase of 2%) has not increased as rapidly as the rate for level 1 assaults. The most serious form of assault, aggravated or level 3, accounted for 2,993 incidents in 1994. The rate of 10 aggravated assaults per 100,000 Canadians was down 7% from 1993.

The 1994 UCR incident-based research file showed that for victims of assault, 83% knew their assailant: 18% were assaulted by a spouse, 6% an ex-spouse, 7% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), 8% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance. Seventeen percent of victims were assaulted by a stranger.

Assault (1,2,3), 1994	
Highest rate:	Man. (1,195 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (478 per 100,000)
Largest increase:	N.S. (+5.4%)
Largest decrease:	Alta. (-7.8%)

Majority of abductions are by parents

Abductions continued to account for less than 1% of all violent crime. Police reported 1,130 incidents of abduction in 1994, representing 3.86 per 100,000 population. The abduction rate has remained generally stable during the past decade (3.76 per 100,000). Six in ten abductions were carried out by parents in 1994, two-thirds of whom contravened a custody order. Consistent with previous years, just over one-half (56%) of all abductions were cleared by police. Abductions by persons who were not parents/legal guardians were much less likely to be cleared (38%) than parental abductions (69%).

Abductions, 1994	
Highest rate:	Sask. (7.1 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (1.9 per 100,000)
Largest increase:	Nfld. (+117.4%)
Largest decrease:	N.B. (-29.5%)

représente un taux de 620 pour 100 000 habitants. Même si le taux de ces infractions a sensiblement diminué en 1994, il a augmenté de 73 % depuis 1984, soit une augmentation annuelle moyenne de 6 %. L'augmentation du nombre d'affaires de voies de fait du niveau 1 a beaucoup contribué à la hausse globale du nombre de crimes de violence enregistrés au cours de la dernière décennie.

En 1994, la police a enregistré 37 706 affaires de voies de fait du niveau 2, soit un taux de 129 affaires pour 100 000 habitants. Pendant toute la décennie, le taux de voies de fait du niveau 2 (une augmentation moyenne de 2 %) n'a pas augmenté aussi rapidement que celui des voies de fait du niveau 1. On a signalé 2 993 affaires liées à la forme de voies de fait la plus grave, à savoir les voies de fait graves ou du niveau 3. Le taux de dix affaires de voies de fait graves pour 100 000 Canadiens représente une baisse de 7 % par rapport à 1993.

Il ressort du fichier de recherche fondé sur les affaires du programme DUC de 1994 que parmi les victimes de voies de fait, 83 % connaissaient leur agresseur : 18 % ont été agressées par un conjoint, 6 % par un ex-conjoint, 7 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), 8 % par une relation d'affaires, et 27 % par une connaissance occasionnelle. Dix-sept pour cent des victimes ont été agressées par un étranger.

Voies de fait (1,2,3), 1994	
Taux le plus élevé :	Man. (1 195 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (478 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	N.-É. (+5,4 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-7,8 %)

La majorité des enlèvements sont perpétrés par des parents

Les enlèvements ont continué à représenter moins de 1 % de tous les crimes de violence. Les services de police ont déclaré 1 130 affaires d'enlèvement en 1994, soit 3,86 enlèvements pour 100 000 habitants. Le taux d'enlèvements est demeuré généralement stable au cours de la dernière décennie (3,76 pour 100 000 habitants). Six enlèvements sur dix ont été perpétrés par des parents en 1994, et les deux tiers d'entre eux ont enfreint une ordonnance de garde. À l'instar des années précédentes, un peu plus de la moitié (56 %) des enlèvements ont été classés par la police. Les enlèvements par des personnes qui n'étaient pas les parents/tuteurs légaux étaient beaucoup moins susceptibles d'être classés (38 %) que les enlèvements commis par un parent (69 %).

Enlèvements, 1994	
Taux le plus élevé :	Sask. (7,1 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (1,9 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	T.-N. (+117,4 %)
Dimin. la plus forte :	N.-B. (-29,5 %)

Selected Characteristics of Violent Crime from the UCR incident-based survey

The following sections describe characteristics of the criminal incident, accused and victim, based on data collected from 111 police departments in six provinces through the Revised UCR Survey. These data represent 33% of the national volume of actual Criminal Code crimes. The 1994 research file contains approximately one million incident records, 372,000 accused records, and 98,000 victim records (victim information is only collected for violent crimes). The distribution of these incidents by province is as follows: 51% from Quebec, 36% from Ontario, 6% from Saskatchewan, 6% from British Columbia, 0.8% from New Brunswick, and 0.1% from Alberta. Outside Quebec, the data are primarily from urban police departments. The reader is cautioned that these data are not representative of any particular region in Canada.

Most violent incidents do not involve a weapon

Six in ten violent incidents in 1994 did not involve a weapon: nearly all of these involved physical force, with a small number involving threats of violence.[3] Figure 7 shows that the most serious weapons present were knives or other cutting/piercing instruments (10%), clubs or blunt instruments (8%), firearms (6%), and other types of weapons (18%). These weapons were not necessarily used to cause physical injury to the victim.

Weapons were more likely to be present in robbery incidents. Firearms were present in 31% of robberies, and knives or other cutting/piercing instruments in 23% (the proportion of robberies with firearms is larger than indicated by the full aggregate UCR file at 26%). In incidents of assault (excluding level 1), knives or other cutting/piercing instruments were present in one-quarter (24%) of incidents, and clubs and other blunt instruments in 20%.

[3] *Type of most serious weapon present was unknown in 4% of violent incidents.*

Caractéristiques choisies des crimes de violence extraites du fichier DUC fondé sur les affaires

Dans les sections qui suivent, on décrit les caractéristiques de l'affaire criminelle, de l'accusé et de la victime, à partir de données recueillies auprès de 111 services de police de six provinces, dans le cadre du programme DUC révisé. Ces données représentent 33 % du volume national de données sur les infractions réelles au Code criminel. Le fichier recherche de 1994 renferme environ un million d'enregistrements sur les affaires, 372 000 enregistrements sur les accusés et 98 000 enregistrements sur les victimes (des renseignements sur les victimes ne sont recueillis que pour les crimes de violence). La répartition de ces affaires par province est la suivante : 51 % du Québec, 36 % de l'Ontario, 6 % de la Saskatchewan, 6 % de la Colombie-Britannique, 0,8 % du Nouveau-Brunswick, et 0,1 % de l'Alberta. À l'extérieur du Québec, les données proviennent principalement des services de police urbains. On avise toutefois le lecteur que ces données ne sont pas représentatives d'une région particulière du Canada.

La plupart des affaires relatives à des crimes de violence n'impliquent pas une arme

Six crimes de violence sur dix en 1994 n'impliquaient pas une arme : presque tous impliquaient de la force physique, et un petit nombre des menaces de violence.[3] Le graphique 7 montre que les armes les plus dangereuses utilisées étaient des couteaux ou d'autres instruments tranchants ou pointus (10 %), des massues ou des instruments contondants (8 %), des armes à feu (6 %) et d'autres types d'armes (18 %). Ces armes n'ont pas été nécessairement utilisées pour causer des lésions corporelles à la victime.

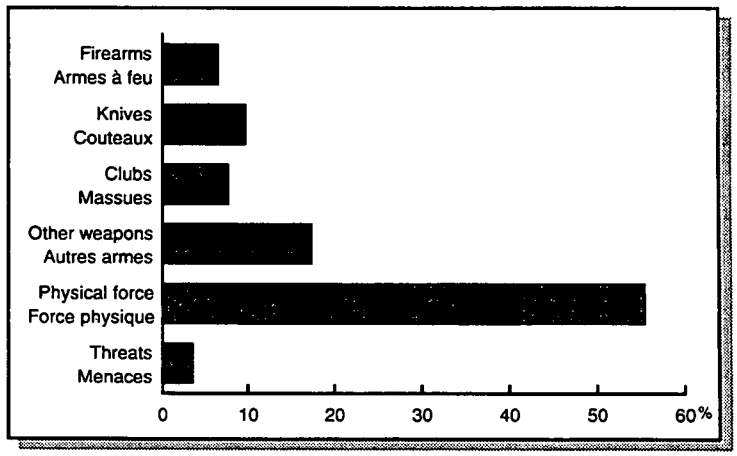
Des armes étaient le plus souvent utilisées dans des vols qualifiés. Des armes à feu ont été employées dans 31 % des vols qualifiés, et des couteaux ou autres instruments tranchants ou pointus dans 23 % (la proportion de vols qualifiés commis à l'aide d'une arme à feu est plus élevée que les 26 % indiqués par le fichier d'ensemble du programme DUC). En ce qui concerne les voies de fait (excluant niveau 1), on a fait usage de couteaux ou d'autres instruments tranchants ou pointus dans le quart (24 %) des affaires, et de massues et autres instruments contondants dans 20 %.

[3] *Le type d'arme la plus dangereuse utilisée n'était pas connu dans 4 % des crimes de violence.*

Figure 7

Most serious weapon present in violent crime, 1994 UCR Research File

Arme la plus dangereusese sur les lieux de l'affaire d'un crime de violence, Fichier de recherche de la DUC, 1994



Source: Non-representative sample of 111 police departments, accounting for 33% of the national volume of crime.
Source: Échantillon non représentatif de 111 corps policiers, qui représente 33% du volume national de la criminalité.

Most victims knew their accused

The 1994 UCR incident-based research file showed that seven in ten victims of violent crime in 1994 knew their assailants in incidents where the relationship of the accused to the victim was known:[4] 15% were victimized by a spouse, 6% by an ex-spouse, 4% by a parent, 7% by another family member, 7% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), 7% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance. Twenty-nine percent of violent crime victims were victimized by a stranger. Robbery was the only violent crime where the majority of accused were strangers.

Female victims were more likely to know their assailants than male victims, while males were more likely to be victimized by strangers.

One-half of violent crime victims were physically injured

One-half of violent crime victims were reported by police to have been injured.[5] Of these, 88% were described as having minor physical injuries (no professional medical treatment needed or only some first aid), 12% received major physical injuries (required professional medical treatment), and 1% had fatal injuries. Major injuries were sustained by 38% of sexual assault victims (excluding level 1), by 34% of assault victims (excluding level 1), by 20% of robbery victims, and by 36% of other violent crime victims (e.g. attempted murder). Male victims sustained major or fatal injuries more often than did female victims (9% versus 3%).

Over one-third of female victims of criminal harassment were stalked by a spouse or ex-spouse

Amendments to the Criminal Code (s.264(1)) proclaimed on August 1, 1993, to protect persons from harassment are commonly referred to as the anti-stalking provisions. "Criminal harassment" is defined as repeatedly following or communicating with another person, repeatedly watching someone's house or workplace, or directly threatening another person or any member of their family causing a person to fear for their safety or safety of someone known to them. Unlike the previous discussion of incident, victim and accused characteristics, the highlights presented below include all violations of criminal harassment on the 1994 UCR research file (3,200 incident records, two-thirds of which were reported by Montreal and Toronto), not just the most serious violation.

[4] *Type of relationship of the accused to the victim was unknown for 8% of victims.*

[5] *For 9% of victims, the level of injury was unknown. No injuries were reported by 44% of victims.*

La plupart des victimes connaissaient leur agresseur

Le fichier de recherche de 1994 fondé sur les affaires du programme DUC a révélé que sept victimes de crimes de violence sur dix connaissaient leur agresseur dans les affaires où la nature du lien entre l'accusé et la victime était connue:[4] 15 % avaient été agressées par un conjoint, 6 % par un ex-conjoint, 4 % par un parent, 7 % par un autre membre de la famille, 7 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), 7 % par une relation d'affaires, et 27 % par une connaissance occasionnelle. Vingt-neuf pour cent des victimes de crimes de violence avaient été agressées par un étranger. Le vol qualifié était le seul crime de violence où la majorité des accusés étaient des étrangers.

Les victimes du sexe féminin étaient plus susceptibles de connaître leur agresseur que les victimes du sexe masculin, alors que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'actes criminels perpétrés par un étranger.

La moitié des victimes de crimes de violence ont subi des blessures physiques

Selon la police, la moitié des victimes de crimes de violence auraient subi des blessures.[5] Parmi ces victimes, 88 % auraient subi ce que l'on a décrit comme des blessures physiques mineures (l'intervention d'un médecin n'avait pas été nécessaire, ou la victime avait reçu seulement des premiers soins), 12 % des blessures physiques graves (ayant nécessité l'intervention d'un médecin) et 1 % des blessures mortelles. Des blessures graves ont été infligées à 38 % des victimes d'agressions sexuelles (excluant niveau 1), à 34 % des victimes de voies de fait (excluant niveau 1), à 20 % des victimes de vols qualifiés, et à 36 % des victimes d'autres crimes de violence (p. ex., tentative de meurtre). Les victimes de sexe masculin ont subi des blessures graves ou mortelles plus souvent que les victimes de sexe féminin (9 % contre 3 %).

Plus du tiers des femmes victimes de harcèlement criminel avaient été traquées par un conjoint ou un ex-conjoint

Les modifications apportées au Code criminel (par. 264(1)) qui ont été proclamées le 1er août 1993 et qui visant à protéger des personnes contre le harcèlement sont couramment appelées les dispositions anti-traquage. Le «harcèlement criminel» est défini de la façon suivante : suivre de façon répétée une autre personne ou communiquer de façon répétée avec cette personne, surveiller la maison ou le lieu de travail d'une personne, ou se comporter d'une manière menaçante à l'égard de cette personne ou d'un membre de sa famille, de façon à lui faire craindre pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances. Contrairement à l'analyse antérieure des caractéristiques des affaires, des victimes et des accusés, les points saillants présentés ci-après comprennent toutes les infractions de harcèlement criminel figurant dans le fichier de recherche de 1994 du programme DUC, non seulement les infractions les plus graves (c.-à-d. 3 200 enregistrements d'affaires, les deux tiers de ces affaires ayant été signalées par Montréal et Toronto).

[4] *La nature du lien entre l'accusé et la victime était inconnue dans 8 % des victimes.*

[5] *Pour 9 % des victimes, le niveau de gravité de la blessure était inconnu. Aucune blessure n'a été signalée dans le cas de 44 % des victimes.*

In 1994, three in four victims of criminal harassment were female. Female victims tended to be slightly younger than male victims: the median age for female victims was 30 compared to 34 for male victims. Almost 9 in 10 accused (88%) were male. The median age of the accused was 34 years of age.

For female victims, the greatest threat was posed by casual acquaintances (28%) and ex-spouses (27%), followed by close friends (includes intimate and ex-intimate relationships) (18%), strangers (10%), spouses (8%), other family members (5%), and business acquaintances (4%). For male victims, the pattern was quite different: 44% of accused were casual acquaintances, followed by strangers (20%), business acquaintances (12%), other family members (10%), ex-spouses (8%), close friends (5%), and spouses (2%).

Approximately one-quarter of criminal harassment incidents involved other crimes. Of the related offences, 29% were assaults (levels 1-3), 25% were uttering threats, 8% were harassing calls, 6% were mischief, 6% were breaking and entering, and the remaining 26% involved other crimes.

Property incidents on the decline

Property incidents involve unlawful acts with the intent of gaining property but do not involve the use or threat of violence. Theft, breaking and entering, fraud and possession of stolen goods are examples of property crimes (Figure 8). In 1994, there were 1.5 million property crime incidents, which accounted for 58% of Criminal Code incidents, consistent with 1993. Crimes against property as a proportion of all Criminal Code incidents, however, have generally been declining over the past 10 years. In 1984, property crimes made up 66% of Criminal Code incidents compared to 58% in 1994. During this ten year period, the property crime rate decreased by 5%, to 5,214 incidents per 100,000 Canadians.

Property crime - total, 1994	
Highest rate:	B.C. (8,384 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (2,568 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+2.7%)
Largest decrease:	P.E.I. (-13.2%)

En 1994, trois victimes de harcèlement criminel sur quatre étaient de sexe féminin. Les victimes de sexe féminin étaient normalement un peu plus jeunes que les victimes de sexe masculin : l'âge médian des victimes de sexe féminin était de 30 ans comparativement à 34 pour les victimes de sexe masculin. Presque neuf accusés sur dix (88 %) étaient des hommes. L'âge médian des accusés était de 34 ans.

Pour les victimes de sexe féminin, elles avaient le plus à craindre de connaissances occasionnelles (28 %) et d'ex-conjoints (27 %), suivis d'amis intimes (comprend les relations intimes du moment ou antérieures) (18 %), d'étrangers (10 %), de conjoints (8 %), d'autres membres de la famille (5 %) et de relations d'affaires (4 %). Pour les victimes de sexe masculin, la tendance était fort différente : 44 % des accusés étaient des connaissances occasionnelles, suivies des étrangers (20 %), des relations d'affaires (12 %), d'autres membres de la famille (10 %), des ex-conjoints (8 %), des amis intimes (5 %) et des conjoints (2 %).

Environ un quart des affaires liées au harcèlement criminel s'accompagnaient d'autres crimes. Sur les crimes connexes, 29 % étaient des voies de fait (niveaux 1 à 3), 25 % des menaces, 8 % des appels téléphoniques harcelants, 6 % des méfaits, 6 % des introductions par effraction, et 26% des autres crimes.

Diminution des infractions contre les biens

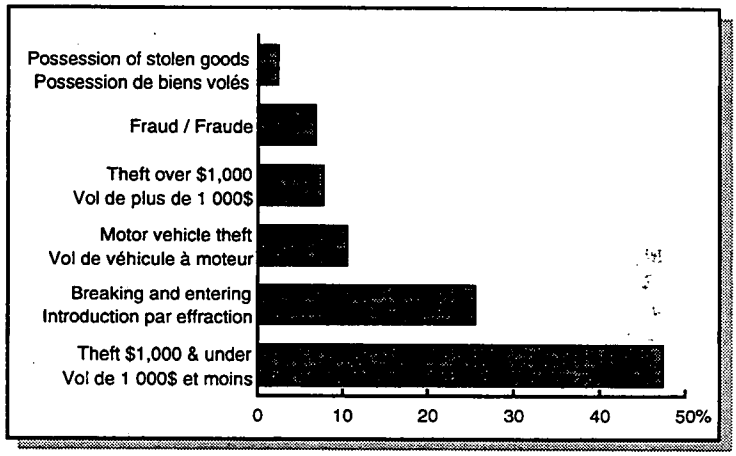
Les crimes contre les biens sont des actes illégaux commis avec l'intention de posséder les biens, mais sans recours à la violence ou menace de violence. Les vols, les introductions par effraction, les fraudes et la possession de biens volés sont des exemples de crimes contre les biens (graphique 8). En 1994, on a dénombré 1,5 millions d'affaires relatives à des crimes contre les biens, qui représentaient 58 % des affaires reliées à des infractions prévues au Code criminel, ce qui est conforme à 1993. Toutefois, la proportion de crimes contre les biens par rapport à l'ensemble des affaires relatives à des infractions prévues par le Code criminel a diminué de façon constante au cours des dix dernières années. En 1984, ces crimes représentaient 66 % de l'ensemble des affaires relatives à des infractions prévues par le Code criminel, comparativement à 58 % en 1994. Au cours de cette période de dix ans, le taux des crimes contre les biens a diminué de 5 %, à 5 214 affaires pour 100 000 canadiens.

Crimes contre les biens - Total, 1994	
Taux le plus élevé :	C.-B. (8 384 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (2 568 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+2,7 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-13,2 %)

Figure 8

Property crime categories, Canada, 1994

Composition des crimes contre les biens, Canada, 1994



Source: Table 2
Source: Tableau 2

Breaking and entering declines for the third year in a row

The breaking and entering (B&E) rate declined by 6% in 1994, marking the third consecutive year of decline (Figure 10). In 1994, one-quarter (25%) of property incidents were B&E offences. Of the 387,877 B&E incidents, 6 in 10 involved a residence, 3 in 10 involved a business premise, and one in ten involved other types of buildings, such as schools or community centres. The rate of B&E incidents in a residence or business premise each declined by 6% from 1993, while the number of other types of B&E decreased by 2%.

Breaking and entering, 1994	
Highest rate:	B.C. (1,958 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (719 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+5.5%)
Largest decrease:	P.E.I. (-13.6%)

Les introductions par effraction diminuent pour la troisième année d'affilée

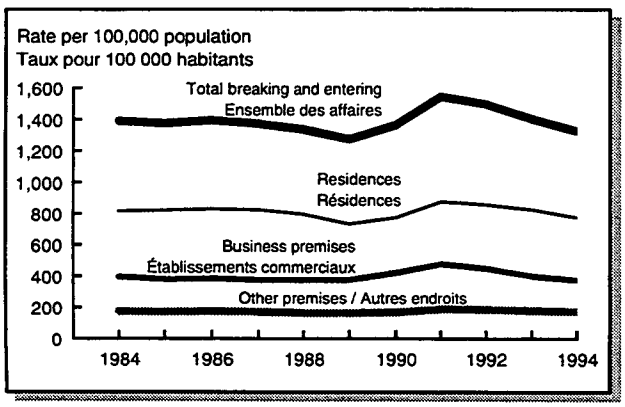
Le taux des introductions par effraction (IPE) a diminué de 6 % en 1994, la troisième année consécutive où il a affiché une baisse (graphique 10). En 1994, le quart (25 %) des infractions contre les biens étaient des IPE. Sur les 387 877 affaires d'IPE, six sur dix avaient pour cible une résidence, trois sur dix un établissement commercial, et un sur dix impliquaient d'autres types d'immeubles, comme une école ou un centre communautaire. Les taux d'IPE dans une résidence ou un établissement commercial ont tous deux diminué de 6 % par rapport à 1993, alors que le nombre d'autres types d'IPE a baissé de 2 %.

Introductions par effraction, 1994	
Taux le plus élevé :	C.-B. (1 958 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (719 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+5,5 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-13,6 %)

Figure 9

Breaking and entering incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires d'introduction par effraction, Canada, 1984 à 1994

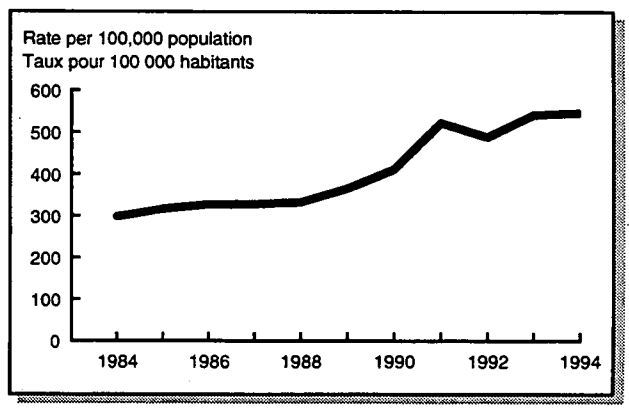


Source: Table 2
Source: Tableau 2

Figure 10

Motor vehicle theft incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires de vol de véhicules à moteur, Canada, 1984 à 1994



Source: Table 2
Source: Tableau 2

Motor vehicle thefts level off

Motor vehicle theft accounted for 10% of property crime in 1994 (159,663 incidents). Theft of automobiles made up about two-thirds of these incidents. Accounting for the remainder were theft of trucks (including jeeps and minivans) (26%), motorcycles (4%) and other motor vehicles (7%).

From 1988 to 1993, the rate of motor vehicle theft increased by 62% (Figure 10). In 1994, the rate increased slightly (+0.8%), although different patterns were evident across the country. Recently, the theft of trucks has increased more rapidly than other types of motor vehicles.

In 1994, 15% of motor vehicle thefts were cleared (10% by charge), consistent with recent years. Of the 16,569 persons charged with motor vehicle theft in 1994, 92% were male. Motor vehicle theft is generally described as a youth crime: almost one-half of all persons charged with this crime were aged 12-17. A recent study[6] found that, in British Columbia, most auto thieves were young persons interested in joy-riding, and that repeat offenders were responsible for a disproportionate amount of auto theft.

Motor vehicle theft, 1994	
Highest rate:	Man. (845 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (82 per 100,000)
Largest increase:	Sask. (+27.2%)
Largest decrease:	Nfld. (-16.5%)

One-half of thefts over $1,000 are from motor vehicles

In addition to motor vehicle theft, there are two major categories of theft based on the value of goods stolen: theft of $1,000 and under; and theft over $1,000. In 1985, the Criminal Code was amended to change the dollar cut-off for "theft over" and "theft-under" to $1,000 from $200. Recent amendments have raised the cut-off to $5,000 and the impact of this will be reflected in the crime data for 1995.

There were 116,295 reported incidents of "theft over $1,000" in 1994, accounting for 8% of all property incidents. Approximately one-half (48%) of "thefts over" were articles stolen from motor vehicles (e.g. stereo systems). The 1994 rate of "theft over" decreased slightly for the second consecutive year (-2%). Despite these declines, the rate of "theft over" has increased 53% since 1986, the first full year of the $1,000 cut-off.

6 *1994 BCACP Auto Theft Study, sponsored by the British Columbia Chiefs of Police and the Insurance Corporation of British Columbia.*

Les vols de véhicules à moteur se stabilisent

Les vols de véhicules à moteur ont représenté 10 % des crimes contre les biens en 1994 (159 663 incidents). Les deux tiers environ étaient des vols d'automobiles. L'autre tiers se composait de vols de camions (ce qui comprend les jeeps et les camionnettes) (26 %), de motocyclettes (4 %), et d'autres véhicules à moteur (7 %).

De 1988 à 1993, le taux des vols de véhicules à moteur a augmenté de 62 % (graphique 10). En 1994, il a augmenté légèrement (+0,8 %), quoique des tendances différentes se soient manifestées dans les diverses régions du pays. Récemment, le vol de camions a augmenté plus rapidement que le vol d'autres types de véhicules à moteur.

En 1994, 15 % des affaires de vol de véhicule à moteur ont été classées (10 % par mise en accusation), ce qui est conforme aux proportions des dernières années. Sur les 16 569 personnes accusées relativement à ces affaires en 1994, 92 % étaient des hommes. Le vol de véhicules à moteur est généralement considéré comme un crime de jeunes : presque la moitié de toutes les personnes accusées de ce crime étaient âgées de 12 à 17 ans. Selon les résultats d'une récente étude effectuée en Colombie-Britannique,[6] la plupart des voleurs de véhicules à moteur dans cette province étaient des jeunes qui voulaient tout simplement s'emparer du véhicule sans consentement, et les récidivistes étaient responsables d'un nombre disproportionné de ce type de vol.

Vols de véhicules à moteur, 1994	
Taux le plus élevé :	Man. (845 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (82 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Sask. (+27,2 %)
Dimin. la plus forte :	T.-N. (-16,5 %)

La moitié des vols de plus de 1 000 $ étaient des vols d'objets dans des véhicules à moteur

Outre le vol de véhicules à moteur, il existe deux grandes catégories de vols établies en fonction de la valeur des biens volés : vols de 1 000 $ et moins; et vols de plus de 1 000 $. En 1985, le Code criminel a été modifié de façon à faire passer de 200 $ à 1 000 $ le seuil de la valeur des biens volés. De récentes modifications ont relevé le montant limite à 5 000 $, et l'effet de ces modifications se fera sentir sur les données de 1995 sur la criminalité.

En 1994, on a déclaré 116 295 affaires de «vol de plus de 1 000 $», ce qui représente 8 % de tous les crimes contre les biens. Environ la moitié (48 %) des «vols de plus de 1 000 $» étaient des vols d'objets dans des véhicules à moteur (p. ex., des systèmes stéréophoniques). Le taux de 1994 des «vols de plus de 1 000 $» a légèrement diminué pour la deuxième année consécutive (-2 %). En dépit de ces baisses, le taux de ces vols a augmenté de 53 % depuis 1986, la première année complète du seuil de 1 000 $.

6 *1994 BCACP Auto Theft Study, parrainée par les chefs de police de la Colombie-Britannique et la Insurance Corporation of British Columbia.*

Theft over $1,000, 1994
Highest rate: B.C. (600 per 100,000)
Lowest rate: Nfld. (108 per 100,000)
Largest increase: Man. (+9.1%)
Largest decrease: Alta. (-8.0%)

Thefts of $1,000 & under account for over one-quarter of all crimes

Incidents of "theft of $1,000 & under" continue to account for almost one-half (48%) of all incidents of property crime, and over one-quarter (28%) of total Criminal Code incidents in 1994. Forty-one percent of "theft under" incidents were from motor vehicles, 13% were shoplifting, 12% were bicycle thefts, and the remaining 35% were other types of theft.

The rate of "theft under" incidents (727,364 in 1994) decreased for the third consecutive year (-7%). This decline was consistent for all provinces. Because of the large volume of these incidents, the decrease in "theft under" strongly influenced the decrease in property crime, and the overall crime rate reported for Canada in 1994.

In 1994, 20% of "theft under" incidents were cleared (13% were cleared by charge). Of property crimes, "theft under" has a high proportion of females charged (33%).

Theft $1,000 & under, 1994
Highest rate: B.C. (4,506 per 100,000)
Lowest rate: Nfld. (1,375 per 100,000)
Smallest decrease: Nfld. (-1.9%)
Largest decrease: P.E.I. (-15.9%)

Other *Criminal Code* incidents on the decline

"Other Criminal Code" offences (approximately 805,000 in 1994) include mischief, bail violations, disturbing the peace, arson, prostitution and offensive weapons, and continue to represent 3 in 10 Criminal Code incidents. The rate of "other Criminal Code" incidents (2,751 per 100,000 Canadians) decreased by 4% in 1994, the third consecutive annual decline, in contrast to the large increases reported during the 1980's.

Other Criminal Code - total, 1994
Highest rate: B.C. (4,258 per 100,000)
Lowest rate: Qc. (1,733 per 100,000)
Smallest decrease: Nfld. (-0.4%)
Largest decrease: P.E.I. (-15.8%)

Vols de plus de 1 000 $, 1994
Taux le plus élevé : C.-B. (600 pour 100 000)
Taux le plus faible : T.-N. (108 pour 100 000)
Augm. la plus forte : Man. (+9,1 %)
Dimin. la plus forte : Alb. (-8,0 %)

Les vols de moins de 1 000 $ représentent plus du quart de tous les crimes

En 1994, les affaires de «vol de moins de 1 000 $» ont continué à représenter près de la moitié (48 %) des affaires relatives à des crimes contre les biens, et plus du quart (28 %) des affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel. Quarante et un pour cent des «vols de moins de 1 000 $» étaient des vols d'objets de véhicules à moteur, 13 % des vols à l'étalage, 12 % des vols de bicyclettes, et les 35 % restants d'autres types de vols.

Le taux des affaires relatives au «vol de moins de 1 000 $» (727 364 en 1 994) a diminué pour la troisième année consécutive (-7 %). Cette baisse a été enregistrée dans toutes les provinces. En raison du grand nombre d'affaires de vol, la diminution du nombre de «vols de moins de 1 000 $» a largement contribué à la diminution des crimes contre les biens, ainsi qu'à la baisse du taux global de criminalité pour le Canada en 1994.

En 1994, 20 % des affaires de «vol de moins de 1 000 $» ont été classées (13 % par mise en accusation). Parmi les crimes contre les biens, la catégorie des «vols de moins de 1 000 $» affiche une forte proportion de femmes accusées (33 %).

Vols de moins de 1 000 $, 1994
Taux le plus élevé : C.-B. (4 506 pour 100 000)
Taux le plus faible : T.-N. (1 375 pour 100 000)
Dimin. la plus faible : T.-N. (-1,9 %)
Dimin. la plus forte : Î.-P.-É. (-15,9 %)

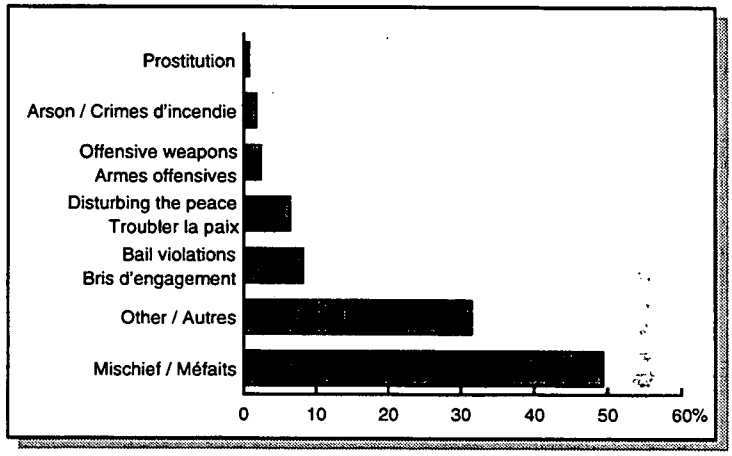
Autres affaires relatives à des infractions prévues par le *Code criminel* qui affichent une baisse

Les autres infractions au Code criminel (approximativement 805 000 en 1994) comprennent le méfait, la violation des conditions de la liberté sous caution, les crimes contre l'ordre public, les crimes d'incendie, la prostitution et les armes offensives, et elles continuent à représenter trois infractions au Code criminel sur dix. Le taux des autres infractions au Code criminel (2 751 pour 100 000 canadiens) a diminué de 4 % en 1994, la troisième baisse annuelle consécutive, par opposition aux fortes augmentations enregistrées au cours des années 1980.

Autres infractions prévues par le Code criminel, 1994
Taux le plus élevé : C.-B. (4 258 pour 100 000)
Taux le plus faible : Qc (1 733 pour 100 000)
Dimin. la plus faible : T.-N. (-0,4 %)
Dimin. la plus forte : Î.-P.-É. (-15,8 %)

Figure 11

Other Criminal Code crime categories, Canada, 1994
Affaires liées à d'autres infractions prévues par le Code criminel, Canada, 1994



Source: Table 2
Source: Tableau 2

Arson incidents on the increase

Arson includes an array of offences such as arson by negligence, arson with wilful disregard for human life, and possession of incendiary material. Arson was one of the few crimes to increase in 1994 (up 8%), and in virtually every province. The arson rate was 46 per 100,000. In 1990, Criminal Code amendments made arson a more serious offence and now includes many offences that previously would have come under other sections of the Criminal Code. Since the revisions to the law, the arson rate has ranged from 43 to 46 incidents per 100,000 population.

Arson, 1994	
Highest rate:	B.C. (82 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (21 per 100,000)
Largest increase:	N.S. (+30.6%)
Largest decrease:	N.B. (-8.7%)

Les crimes d'incendie s'accroissent

Le crime d'incendie englobe une série d'infractions comme l'incendie criminel par négligence, l'incendie criminel commis sans se soucier du danger pour la vie humaine, et la possession de matières incendiaires. Le crime d'incendie a été parmi les quelques crimes qui ont augmenté (+8 %) en 1994, et dans presque toutes les provinces. Le taux de crimes d'incendie était de 46 pour 100 000. En 1990, des amendements au Code criminel ont rendu le crime d'incendie plus grave et ont permis d'inclure dans la définition du crime d'incendie, une série d'infractions qui autrefois étaient considérées dans d'autres sections du Code criminel. Depuis l'amendement de cette loi, le taux de crimes d'incendie a varié entre 43 et 46 affaires pour 100 000 habitants.

Crimes d'incendie, 1994	
Taux le plus élevé :	C.-B. (82 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (21 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	N.-É. (+30,6 %)
Dimin. la plus forte :	N.-B. (-8,7 %)

Offensive weapons rate stable

In 1994, offensive weapons incidents accounted for 2% of "other Criminal Code" incidents. Prohibited weapons accounted for 19%, restricted weapons for 12%, explosives for 2%, and other offensive weapons for 67%. The rate of offensive weapons incidents has remained quite stable during the past 10 years, ranging from 62 to 65 per 100,000, with the exception of 1991 (70 per 100,000 population). While the overall offensive weapons rate increased marginally from 1993, the restricted weapons rate was up 6%.

Le taux d'infractions relatives à des armes offensives est demeuré stable

En 1994, le nombre des affaires relatives à des armes offensives a représenté 2 % des autres affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel. Parmi ces affaires, 19 % se rapportaient à des armes prohibées, 12 % à des armes à autorisation restreinte, 2 % à des explosifs, et 67 % à d'autres armes offensives. Au cours des dix dernières années, le taux d'infractions relatives à des armes offensives est demeuré assez stable, se situant entre 62 et 65 pour 100 000 habitants, à l'exception de 1991 (70 pour 100 000 habitants). Le taux global des affaires relatives à des armes offensives a cru de façon marginale par rapport à 1993, mais le taux des affaires se rapportant à des armes à autorisation restreinte a augmenté de 6 %.

Offensive weapons, 1994	
Highest rate:	Man. (105 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (21 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+17.2%)
Largest decrease:	Nfld. (-26.1%)

Mischief incidents account for one-half of other Criminal Code incidents

Mischief continues to account for one-half of all "other Criminal Code" incidents. In 1994, there were 396,596 incidents of mischief, representing a rate of 1,356 per 100,000 which declined from 1993 (-6%) in keeping with the short-term trend. Mischief fires have been included in the arson count since 1990.

Mischief, 1994	
Highest rate:	B.C. (2,410 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (818 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+2.3%)
Largest decrease:	P.E.I. (-18.4%)

Clearance rates for mischief incidents are low as perpetrators are not easily identified: 15% of mischief incidents were cleared in 1994 (7% by charge).

Large decrease in incidents of prostitution

There were 5,588 incidents of prostitution reported in 1994, a decrease of 35% in the rate (19 incidents per 100,000 population) from 1993. Prostitution rates have been on the decline since 1991. It should be noted, however, that prostitution offences are highly sensitive to changes in police enforcement practices.

Of the 5,785 persons charged in prostitution incidents in 1994, 55% were female and 45% were male. Males represent a smaller proportion of persons charged in 1994 compared to 1993 (51%). Although some males charged were living from the avails of prostitution or were themselves prostitutes, the majority of males were clients. Only 3% of persons charged in prostitution incidents in 1994 were youths.

Prostitution, 1994	
Highest rate:	Sask. (25 per 100,000)
Lowest rate:	P.E.I. (0.00 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+10.5%)
Largest decrease:	Alta. (-69.8%)

Armes offensives, 1994	
Taux le plus élevé :	Man. (105 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (21 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+17,2 %)
Dimin. la plus forte :	T.-N. (-26,1 %)

Les affaires de méfait représentent la moitié des affaires liées à d'autres infractions prévues par le Code criminel

Les affaires de méfait continuent à représenter la moitié de toutes les affaires reliées à d'autres infractions prévues par le Code criminel. En 1994, on a déclaré 396 596 affaires de méfait, ce qui représentent un taux de 1 356 pour 100 000 habitants, qui a diminué par rapport à 1993 (-6 %) conformément à la tendance à court terme. Depuis 1990, les méfaits d'incendie sont compris dans les chiffres sur les crimes d'incendie.

Méfaits, 1994	
Taux le plus élevé :	C.-B. (2 410 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (818 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+2,3 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-18,4 %)

Les taux de classement des affaires de méfait sont faibles, car les auteurs ne sont pas facilement découverts : 15 % des affaires de méfait ont été classées en 1994 (7 % par mise en accusation).

Forte diminution des affaires se rattachant à la prostitution

On a déclaré 5 588 affaires se rattachant à la prostitution en 1994, soit une diminution de 35 % (19 affaires pour 100 000 habitants) par rapport à 1993. Les affaires se rapportant à la prostitution sont sur le déclin depuis 1991. Il convient de mentionner, toutefois, que les changements dans les pratiques en matière d'application de la loi influent beaucoup sur le nombre d'infractions relatives à la prostitution.

Parmi les 5 785 personnes accusées en 1994 relativement à des infractions liées à la prostitution, 55 % étaient des femmes et 45 % étaient des hommes. Les hommes ont représenté une proportion plus faible des personnes accusées en 1994 comparativement à 1993 (51 %). Certains des hommes accusés vivaient des produits de la prostitution ou étaient eux-mêmes des prostitués, mais la plupart des hommes accusés étaient des clients. Seulement 3 % des personnes accusées relativement à des affaires de prostitution en 1994 étaient des jeunes.

Prostitution, 1994	
Taux le plus élevé :	Sask. (25 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Î.-P.-É. (0.00 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+10,5 %)
Dimin. la plus forte :	Alta. (-69.8 %)

Criminal Code Traffic incidents

Police reported 185,641 incidents involving Criminal Code traffic offences in 1994, down 6% from 1993. Criminal Code traffic incidents are largely crimes dealing with drinking and driving. Impaired driving accounted for 58% of these incidents in 1994, failure to stop and remain at the scene of an accident accounted for 32%, and dangerous driving, and driving while prohibited comprised the remaining 10%.

Impaired driving continues to decline

Impaired driving includes failure to provide a breath and/or blood sample and impaired operation of a motor vehicle, boat or aircraft. In 1994, 87,838 persons were charged with impaired driving, down 6% from 1993, consistent with the long-term trend towards lower charge rates. In 1985, the Criminal Code was amended to facilitate the enforcement of impaired driving laws, including the authority to take blood samples in certain circumstances. Since then, the rate of persons charged with impaired driving has declined annually (Figure 12), from 492 per 100,000 in 1986 to 300 in 1994, representing an average annual decline of 6%.

This decrease may reflect the success of anti-drinking and driving campaigns across Canada which have contributed to making drinking and driving socially unacceptable. Also, alcohol consumption has been gradually decreasing over the past decade. The rate of persons charged in impaired driving incidents is also affected by police enforcement practices. Roadside-testing and random checking of drivers by police act as deterrents to drinking and driving, but also increase the probability of detecting impaired drivers. Another factor to consider is the trend in the number of "roadside suspensions" handed out by police, although national data are currently not available. It should be noted that all these practices may vary over time and across provinces and municipalities.

Infractions liées aux règlements de la circulation prévues par le Code criminel

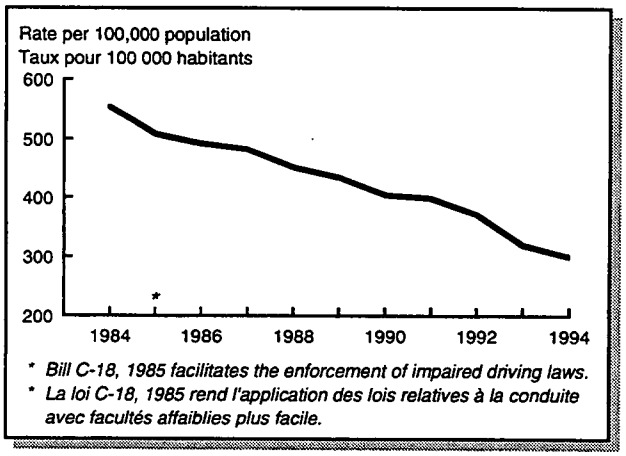
La police a déclaré 185 641 affaires liées à des infractions aux règlements de la circulation prévues par le Code criminel en 1994, soit 6 % de moins qu'en 1993. La plupart de ces affaires sont des crimes reliés à l'ivresse au volant. La conduite avec facultés affaiblies a représenté 58 % de ces infractions en 1994, le défaut de s'arrêter lors d'un accident 32 %, et la conduite dangereuse et la conduite durant une interdiction les 10 % restants.

Les affaires liées à la conduite avec facultés affaiblies continuent à diminuer

Les infractions relatives à la conduite avec facultés affaiblies englobent le défaut de fournir un échantillon d'haleine ou de sang, et la conduite en état d'ivresse d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef. En 1994, 87 838 personnes ont été accusées de conduite avec facultés affaiblies, soit 6 % de moins qu'en 1993, ce qui est conforme à la tendance à long terme vers une baisse du nombre d'accusations. En 1985, le Code criminel a été modifié pour faciliter l'application de la législation régissant la conduite avec facultés affaiblies, en autorisant la police à prélever des échantillons de sang dans certaines circonstances. Depuis lors, le taux des personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies a diminué annuellement (graphique 12), soit de 492 pour 100 000 habitants en 1986 à 300 en 1994, ce qui représente une baisse annuelle moyenne de 6 %.

Il est possible que cette baisse traduise le succès des campagnes de prévention contre l'alcool au volant menées partout au Canada, qui ont contribué à rendre l'idée de la consommation d'alcool combinée à la conduite d'un véhicule à moteur socialement inacceptable. En outre, la consommation d'alcool a diminué progressivement au cours de la dernière décennie. Le taux de personnes accusées relativement à des affaires de conduite avec facultés affaiblies évolue aussi en fonction des changements dans les pratiques d'application de la loi. Les contrôles routiers effectués par la police ont certes un effet dissuasif sur la consommation d'alcool au volant, mais ils augmentent aussi la probabilité de détecter des conducteurs dont les capacités sont affaiblies par l'effet de l'alcool. Un autre facteur dont il faut tenir compte est l'augmentation du nombre de «suspensions immédiates» du permis par la police, bien que des données nationales ne soient pas actuellement disponibles. Il convient de mentionner que toutes ces pratiques peuvent varier dans le temps et selon les provinces et les municipalités.

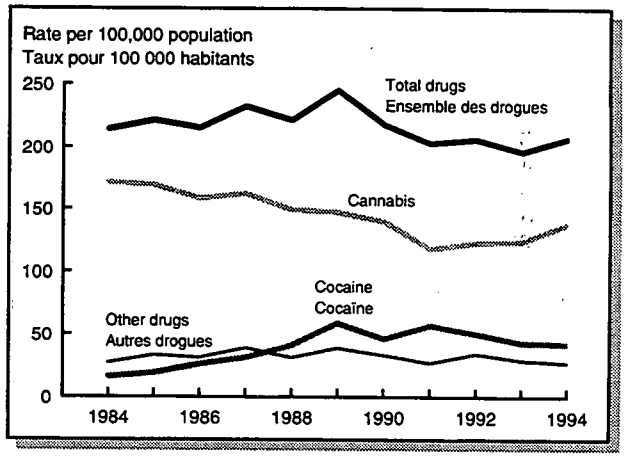
Figure 12
Persons charged with impaired driving, Canada, 1984 to 1994
Personnes accusées pour conduite avec facultés affaiblies, Canada, 1984 à 1994



* *Bill C-18, 1985 facilitates the enforcement of impaired driving laws.*
* *La loi C-18, 1985 rend l'application des lois relatives à la conduite avec facultés affaiblies plus facile.*

Impaired driving includes failure to provide a breath and/or blood sample.
Facultés affaiblies comprend défaut ou refus de fournir un échantillon d'haleine et/ou de sang.

Figure 13
Drug incidents, Canada, 1984 to 1994
Affaires liées à la drogue, Canada, 1984 à 1994



Source: Table 2
Source: Tableau 2

Other Federal Statutes

Cannabis incidents up, cocaine down

Drug incidents involve offences under two federal statutes: the Narcotic Control Act, which deals with illicit drugs (e.g. cannabis, cocaine and heroin) and the Food and Drugs Act, which deals with controlled and restricted drugs (e.g., amphetamines and LSD). Cannabis incidents accounted for two-thirds of the 60,594 drug-related incidents reported in 1994.

During the past decade, the rate of drug-related incidents reached a high in 1989 of 245 per 100,000 population and gradually declined to 196 per 100,000 in 1993. The 1994 rate of 207 per 100,000 is a 6% increase from 1993, largely due to the increase in cannabis incidents. The rate of cannabis incidents increased by 11%, while declines were reported in the rate of cocaine (-3%) and the rate of other drug-related incidents (-7%). The decline in the rate of cocaine incidents is consistent with the recent trend yet differs from the sharp increases prior to 1992. The rate of cocaine incidents had more than tripled from 1984 to 1991 (Figure 13).

Autres lois fédérales

Le nombre d'infractions relatives au cannabis augmente, alors que le nombre d'infractions relatives à la cocaïne diminue

Les infractions relatives à la drogue sont prévues par deux lois fédérales : la Loi sur les stupéfiants qui traite des drogues illicites (p. ex., cannabis, cocaïne et héroïne) et la Loi sur les aliments et drogues qui traite des drogues contrôlées et des drogues d'usage restreint (p. ex., les amphétamines et le LSD). Les infractions relatives au cannabis ont compté pour deux tiers des 60 594 infractions relatives à la drogue qui ont été rapportées en 1994.

Au cours de la dernière décennie, le taux des infractions reliées à la drogue a atteint un sommet en 1989, à 245 pour 100 000 habitants, puis il a progressivement diminué pour atteindre 196 pour 100 000 habitants en 1993. Le taux de 207 pour 100 000 habitants enregistré en 1994 représente une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente, attribuable en grande partie à l'augmentation des infractions relatives au cannabis. Les infractions relatives au cannabis se sont accrues de 11 %, alors qu'on a signalé une diminution du taux des infractions relatives à la cocaïne (-3 %) et des autres affaires reliées à la drogue (-7 %). La diminution du taux des infractions relatives à la cocaïne suit la tendance récente tandis qu'elle diffère des grandes augmentations enregistrée avant 1992. Le taux des infractions relatives à la cocaïne avait triplé de 1984 à 1991 (graphique 13).

Historically, the majority of drug incidents (62% in 1994) are for "possession", although their proportion has gradually been declining during the past ten years. Most possession incidents involve cannabis (75% in 1994), although possession of cocaine, until recent years, had represented an increasing proportion of incidents, from 5% in 1984 to 19% in 1991. In 1994, possession of cocaine represented 15% of drug incidents. Drug trafficking accounted for 28% of drug incidents in 1994, importation incidents accounted for 2%, and 8% for cannabis cultivation and controlled drug crimes. Trends in drug-related crimes are influenced by police enforcement activities, similar to those for prostitution and impaired driving.

Drugs, 1994	
Highest rate:	B.C. (447 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (146 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+19.4%)
Largest decrease:	Alta. (-14.3%)

Other Federal Statutes decline

There were 40,492 "other Federal Statute" incidents reported in 1994, representing a rate of 138 per 100,000 population, down from 167 in 1993. This is primarily due to decreases in the rate of incidents related to the Excise Act (-47%), the Customs Act (-32%), and the Canada Shipping Act (-27%).

Selected Demographics of Crime

Most persons charged are male

Eight in ten persons charged with crimes in 1994 were male. When females were charged, they were more often charged with property crimes (22%) than violent crimes (14%) and other "Criminal Code" crimes (15%). Females were more commonly charged with crimes of prostitution (55%), abduction (38%), "theft under" (33%), and fraud (30%). (Table 4).

La majorité des affaires liées à la drogue (62 % en 1994) a toujours concerné la «possession», même si la proportion de ces infractions a progressivement diminué au cours de la dernière décennie. La plupart des infractions de possession ont trait au cannabis (75 % en 1994), bien que la possession de cocaïne ait représenté, dans les dernières années, une proportion croissante des affaires, passant de 5 % en 1984 à 19 % en 1991. En 1994, la possession de cocaïne représentait 15 % de toutes les affaires relatives aux drogues. Le trafic de la drogue a représenté 28 % des affaires liées à la drogue en 1994, les affaires relatives à l'importation 2 %, et les crimes relatifs à la culture du cannabis et aux drogues contrôlées 8 %. Tout comme dans les cas des infractions reliées à la prostitution et à la conduite avec facultés affaiblies, les activités d'application de la loi ont une influence sur les tendances dans les crimes reliés à la drogue.

Drogues, 1994	
Taux le plus élevé :	C.-B. (447 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (146 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+19,4 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-14,3 %)

Diminution des infractions prévues par d'autres lois fédérales

On a déclaré 40 492 infractions à d'autres lois fédérales en 1994, ce qui représente un taux de 138 pour 100 000 habitants, une baisse par rapport au chiffre de 167 déclaré en 1993. Cette baisse est en grande partie attribuable à la diminution du taux des affaires reliées à la Loi sur l'accise (-47 %), la Loi sur les douanes (-32 %), et à la Loi sur la marine marchande du Canada (-27 %).

Caractéristiques démographiques choisies de la criminalité

La plupart des personnes accusées sont des hommes

Huit personnes sur dix accusées de crimes en 1994 étaient des hommes. Lorsque des femmes étaient accusées, elles étaient plus souvent accusées de crimes contre les biens (22 %) que de crimes de violence (14 %) et d'autres crimes prévus par le Code criminel (15 %). Les femmes étaient plus souvent accusées de prostitution (55 %), d'enlèvement (38 %), de «vols de moins de 1 000 $» (33 %), et de fraude (30 %). (Voir le tableau 4).

Table 4

Persons Charged[1] by Gender and Age, Selected Incidents, 1994

Tableau 4

Personnes accusées[1] selon le sexe et l'âge, certaines affaires, 1994

	Gender / Sexe		Age Group / Groupe d'âge		Median Age[2] / Âge médian[2]	
	Males / Hommes	Females / Femmes	Adults / Adultes	Youths / Jeunes	Males / Hommes	Females / Femmes
	%	%	%	%		
Homicide[3]	88	12	89	11	27	28
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	88	12	85	15	24	32
Assaults – Voies de faits	85	15	87	13	30	29
Sexual Assaults – Agressions sexuelles	98	2	85	15	32	33
Other sexual offences – Autres infractions sexuelle	97	3	84	16	37	25
Abduction – Enlèvements	62	38	94	6	36	33
Robbery – Vols qualifiés	90	10	69	31	24	23
Violent crime – Total – Crimes de violence	**87**	**13**	**85**	**15**	**29**	**29**
Breaking and Entering – Introduction par effraction	94	6	60	40	20	21
Motor Vehicle Theft – Vols de véhicules à moteur	92	8	55	45	19	19
Fraud – Fraude	70	30	93	7	29	29
Theft over $1000 – Vols de plus de 1 000$	82	18	80	20	24	28
Theft $1000 and under – Vols de 1 000$ et moins	67	33	69	31	24	29
Property crime – Total – Crimes contre les biens	**78**	**22**	**70**	**30**	**23**	**28**
Mischief – Méfait	89	11	70	30	22	28
Arson – Crimes d'incendie	86	14	61	39	19	34
Prostitution	45	55	97	3	34	27
Offensive Weapons – Armes offensives	93	7	77	23	25	26
Criminal Code – Total – Code criminel	**82**	**18**	**78**	**22**	**26**	**28**
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	**90**	**10**	..	..	**34**	**34**
Cocaine – Possession – Cocaïne	82	18	96	4	29	29
Cocaine – Trafficking – Trafic – Cocaïne	84	16	96	4	29	28
Cannabis – Possession – Cannabis	90	10	85	15	23	25
Cannabis – Trafficking – Trafic – Cannabis	85	15	89	11	24	27

1 *Represents all persons charged in Canada, Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Représente toutes les personnes mises en accusation au Canada, Programme de déclaration de la criminalité, CCSJ.*

2 *Revised UCR Research File, representing 33% of the national volume of crime. Age is based on persons charged. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité revisé, qui représente 33% du volume national de la criminalité. L'âge est déterminé selon l'âge des personnes mises en accusation.*

3 *Homicide Survey, CCJS. – L'enquête sur les homicides, CCSJ.*

.. *Figures not available. – Nombres indisponibles.*

Victims are as often male as female

One-half of victims of violent crimes were female in 1994, based on counts from the 1994 UCR research file. Females accounted for most sexual assault victims (85%), and more than one-half of victims of assault level 1 crimes (54%). Males were more often the victim of robbery (63%) and assaults level 2 and 3 (70%). (Table 5)

Autant d'hommes que de femmes sont victimes de crimes

La moitié des victimes de crimes de violence étaient des femmes en 1994, si l'on se fonde sur les dénombrements effectués à partir du fichier de recherche de 1994 du programme DUC. Les femmes constituaient la plupart des victimes d'agressions sexuelles (85 %), et plus de la moitié des victimes de voies de fait du niveau 1 (54 %). Les hommes étaient plus souvent victimes de vols qualifiés (63 %) et de voies de fait aux niveaux 2 et 3 (70 %). (Voir le tableau 5).

Table 5

Victims of Selected Incidents by Gender and Age, UCR Research File, 1994

Tableau 5

Victimes de certaines affaires, selon le sexe et l'âge, fichier de recherche de la DUC, 1994

	Males Hommes	Females Femmes	Median Age / Âge médian Males Hommes	Median Age / Âge médian Females Femmes
	%	%		
Homicide[1]	67	33	32	28
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	76	24	29	28
Assaults – Voies de faits	47	53	27	29
Sexual Assaults – Agressions sexuelles	15	85	11	16
Other sexual offences – Autres infractions sexuelles	26	74	12	13
Abduction – Enlèvements	50	50	6	7
Robbery – Vols qualifiés	63	37	25	35
Victims of Violence – Total – Victimes de crimes violents	**50**	**50**	**27**	**27**

[1] *Homicide Survey, CCJS. – L'enquête sur les homicides, CCSJ.*

Source: *Revised UCR Research file, representing 33% of the national volume of crime. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité revisé, qui représente 33% du volume national de la crimalité.*

Persons charged with property crimes are younger than those charged with violent crimes

The 1994 UCR research file showed that persons charged with violent crimes tended to be older than persons charged with property crimes. Persons charged with property crime had a median age of 23 years while those accused of violent crimes had a median age of 29 years of age. Property crimes are more often committed by a youth or young adult (Figure 14a) aged 15 to 21 years. Persons 18 years of age accounted for the largest proportion of any individual age group of persons charged with property crime. The participation rate of persons in their 20's in property crime is generally lower than that of youths and young adults, but still is higher than that of persons in their 30's and older.

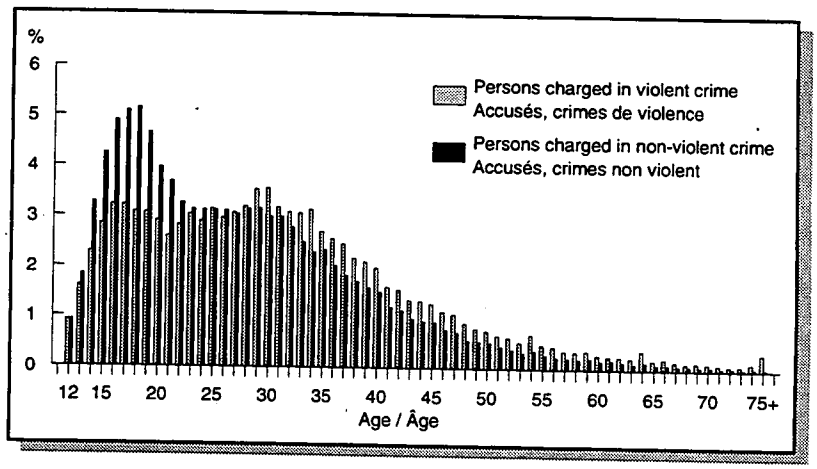
Les personnes accusées de crimes contre les biens sont plus jeunes que celles qui sont accusées de crimes de violence

Il ressort du fichier de recherche de 1994 du programme DUC que les personnes accusées de crimes de violence avaient tendance à être plus âgées que les personnes accusées de crimes contre les biens. L'âge médian des personnes accusées de crimes contre les biens étaient de 23 ans, tandis que les personnes accusées de crimes de violence avaient un âge médian égal à 29 ans. Les crimes contre les biens sont le plus souvent commis par des adolescents ou des jeunes adultes âgés de 15 à 21 ans (graphique 14a). Les personnes âgées de 18 ans constituent la plus forte proportion des personnes accusées d'un crime contre les biens. Le taux de participation des personnes dans la vingtaine au taux de crime contre les biens est généralement plus faible que celui des jeunes et des jeunes adultes, mais il demeure plus élevé que celui des personnes dans la trentaine et de celui des personnes plus âgées.

Figure 14a

Persons charged in crime by age, 1994 UCR Research File

Personnes mises en accusation, selon l'âge, fichier de recherche de la DUC, 1994

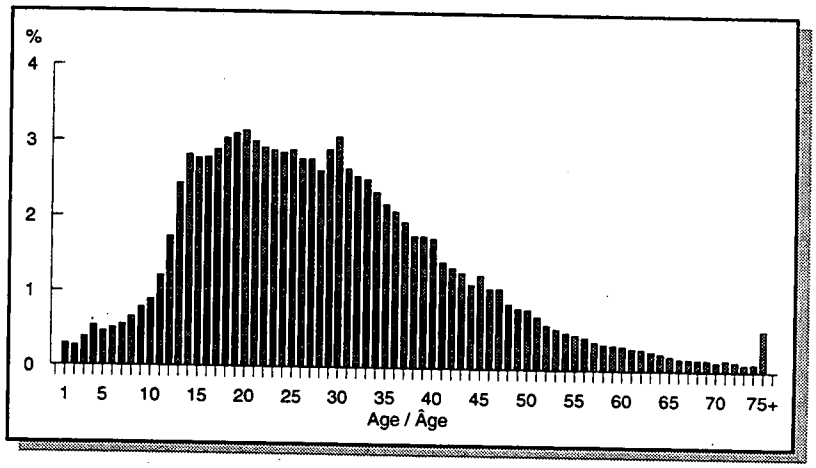


Source: Non-representative sample of 111 police departments, accounting for 33% of the national volume of crime.
Source: Échantillon non représentatif de 111 corps policiers, qui représente 33% du volume national de la criminalité.

Figure 14b

Victims of violent crime by age, 1994 UCR Research File

Victimes de crime de violence, selon l'âge, fichier de recherche de la DUC, 1994



Source: Non-representative sample of 111 police departments, accounting for 33% of the national volume of crime.
Source: Échantillon non représentatif de 111 corps policiers, qui représente 33% du volume national de la criminalité.

The peak ages for persons charged with violent crimes in 1994 were 29 and 30 years of age. Persons aged 15-28 accounted for a relatively high proportion of violent incidents. The involvement of persons in violent crime over the age of 30 gradually decreased with age (Figure 14a).

Victims of violent crimes tended to be aged 14 to 32 years, based on the 1994 UCR research file (Figure 14b). The UCR incident-based survey does not capture characteristics of victims of property crime. The median age of violent crime victims was 27 years of age. Victims of sexual assault tended to be slightly younger than other victims of violent crime.

No increase in rate of youths charged in violent crime

Youths aged 12 to 17 represented 2 in 10 persons charged with crimes in 1994. Youths tended to be charged with crimes of theft, especially motor vehicle theft, breaking and entering, and assault.

The 119,759 youths charged in 1994 represented a rate of 5,075 per 100,000 youths, down 6% from 1993 and the third consecutive annual decline. The youth property crime rate decreased by 9% while the youth violent crime rate remained stable, declining by less than 1%. Youths charged with "other Criminal Code" incidents (one-half of which were mischief incidents) decreased by 5% from 1993. (Table 6)

One-half of youths charged in violent crimes were charged in connection with minor assault incidents, consistent with past years. The proportion of youths charged with violent crimes in 1994 (18%) was less than the proportion for adults (30%). However, since 1986,7 youth violent crime has been increasing at a faster rate than adult violent crime. The youth violent crime rate has more than doubled (+124%) since 1986, compared to a 40% increase in the rate for adults.

Property crimes (mostly theft, motor vehicle theft, and breaking and entering) comprised the largest component of youth crime (58%) in 1994, compared with 38% of adult crime. The rates of both youths and adults charged with property crimes have been slowly declining.

[7] *It is difficult to compare justice statistics for young persons before and after the implementation of the Young Offenders Act (YOA) in 1984, as provinces did not implement common age definitions for youths until 1985, when youths were uniformly defined as persons aged 12 to 17.*

En 1994, les personnes accusées de crimes de violence se situaient pour la plupart dans le groupe d'âge des 29 et 30 ans. Les personnes âgées de 15 à 28 ans ont perpétré une proportion relativement élevée des crimes de violence. La participation des personnes âgées de plus de 30 ans diminuait de façon soutenue avec l'âge. (Graphique 14a)

Selon le fichier de recherche du programme DUC, les victimes de crimes de violence avaient tendance à être âgées de 14 à 32 ans (graphique 14b). Le programme DUC qui est fondé sur les affaires ne saisit pas les caractéristiques des victimes de crimes contre les biens. L'âge médian des victimes de crimes de violence était 27 ans. Les victimes d'agressions sexuelles avaient tendance à être un peu plus jeunes que les autres victimes de crimes de violence.

Pas d'augmentation dans le taux de jeunes accusés de crimes de violence

Les jeunes âgés de 12 à 17 ans représentaient deux personnes sur dix accusées de crimes en 1994. Les jeunes avaient tendance à être accusés de vols, surtout de vols de véhicules à moteur, d'introductions par effraction et de voies de fait.

Les 119 759 jeunes accusés en 1994 représentaient un taux de 5 075 pour 100 000 jeunes, soit 6 % de moins qu'en 1993, et une baisse pour la troisième année consécutive. Le taux de crimes contre les biens commis par les jeunes a diminué de 9 %, alors que le taux de crimes de violence perpétrés par des jeunes est demeuré stable, affichant une baisse de moins de 1 %. Le nombre de jeunes accusés d'autres infractions prévues au Code criminel (dont la moitié étaient des méfaits) a diminué de 5 % par rapport à 1993. (Tableau 6)

La moitié des jeunes accusés de crimes de violence l'ont été relativement à des voies de fait mineures, ce qui suit la proportion des années précédentes. La proportion de jeunes accusés de crimes de violence en 1994 (18 %) a été inférieure à la proportion d'adultes (30 %). Toutefois, depuis 1986,[7] les crimes de violence perpétrés par des jeunes augmentent à un rythme plus rapide que les crimes de violence commis par des adultes. Le taux de crimes de violence commis par des jeunes a plus que doublé depuis 1986 (124 %) comparativement à une augmentation de 40 % du taux chez les adultes.

Les infractions contre les biens (principalement le vol et l'introduction par effraction) forment le gros de la criminalité juvénile déclarée en 1994, soit 58 % comparativement à 38 % chez les adultes. Les taux des crimes contre les biens dont ont été accusés tant les jeunes que les adultes ont lentement diminué.

[7] *Il est difficile de comparer les statistiques juridiques se rapportant aux jeunes qui ont été recueillies avant l'adoption de la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC), en 1984, avec celles qui l'ont été après cette date, car ce n'est qu'en 1985 que les provinces ont établi de façon uniforme des limites d'âge pour définir la population des jeunes, soit les 12 à 17 ans.*

Table 6

Youths Charged in Criminal Code Incidents, Canada, 1986 - 1994[1]

Tableau 6

Jeunes accusés d'infractions prévues par le Code criminel, Canada, 1986 - 1994[1]

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993 r	1994
Population (aged 12–17)	2,272,400	2,260,900	2,249,500	2,245,700	2,260,100	2,284,800	2,315,800	2,340,700	2,359,900
Violent crime – Crimes de violence									
number – nombre	9,275	10,165	11,437	13,780	15,690	18,919	20,028	21,477	21,656
rate – taux	408	450	508	614	694	828	865	918	917
Percent change* – Variation en %*	...	10.2	13.1	20.7	13.1	19.3	4.4	6.1	-0.01
Property crime – Crimes contre les biens									
number – nombre	78,862	74,769	74,316	76,317	83,741	91,656	83,603	74,981	69,045
rate – taux	3,470	3,307	3,304	3,398	3,705	4,012	3,610	3,203	2,926
Percent change* – Variation en %*	...	-4.7	-0.1	2.9	9.0	8.3	-10.0	-11.3	-8.7
Other Criminal Code – Autres crimes prévues par le Code criminel									
number – nombre	20,869	22,764	24,136	25,865	27,118	31,741	31,651	30,429	29,058
rate – taux	918	1,007	1,073	1,152	1,200	1,389	1,367	1,300	1,231
Percent change* – Variation en %*	...	9.6	6.6	7.3	4.2	15.8	-1.6	-4.9	-5.3
Total Criminal Code – Total de crimes prévues par le Code criminel									
number – nombre	109,006	107,698	109,889	115,962	126,549	142,316	135,282	126,887	119,759
rate – taux	4,797	4,764	4,885	5,164	5,599	6,229	5,842	5,421	5,075
Percent change* – Variation en %*	...	-0.7	2.6	5.7	8.4	11.2	-6.2	-7.2	-6.4

1 *Rates are calculated based on 100,000 youths. The population estimates are from Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Revisions to the populations for 1991, 1992 and 1993 have changed rates for these years. (Populations as of July 1st; revised intercensal estimates from 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, and preliminary postcensal estimates for 1994.) – Les taux sont calculés sur la base de 100 000 jeunes. Les estimés de la population proviennent de la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Les révisions des chiffres de la population pour 1991, 1992, et 1993 ont eu des répercussions sur les taux pour ces années. (Population au 1er juillet: estimations intercensitaires corrigées de 1984 à 1990; estimations postcensitaires définitives pour 1991 et 1992; estimations postcensitaires mises à jour pour 1993; et estimations postcensitaires provisoires pour 1994.)*

r *Revised. – Révisé.*

... *Figures not appropriate. – N'ayant pas lieu de figurer.*

***Source:** Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.*

11 in 12 Provincial/Territorial crime rates decline

There is considerable regional variation in the distribution of reported crime across Canada. Crime rates in the Atlantic provinces and Quebec are generally lower than those in Ontario, which in turn are lower than rates in the Western provinces. Historically, crime rates in the Yukon and Northwest Territories (N.W.T.) have been higher than those in the provinces. Provincial crime rates in 1994 ranged from a low of 5,570 incidents per 100,000 population in Newfoundland to 14,106 per 100,000 in British Columbia.

All of the provinces/territories followed the national trend of a decline in the overall crime rate from 1993, except for Manitoba's rate which remained stable. Substantial decreases in crime rates were experienced in Prince Edward Island (-13%) and Alberta (-12%).

While Canada's violent crime rate declined 3% in 1994, three jurisdictions experienced increases in violent crime: Prince Edward Island (+5%), Nova Scotia (+3), and N.W.T. (+1%). Despite the increase in Prince Edward Island, it still had the second lowest violent crime rate (Quebec had the lowest). The Manitoba violent crime rate remained stable, while the remaining jurisdictions reported declines, with the most substantial being in Alberta (-8%), Ontario (-4%), the Yukon (-4%), and Newfoundland (-4%).

Property crime rates decreased in all jurisdictions except Manitoba (+3%). The largest decreases in property crime rates were reported by Prince Edward Island (-13%), Alberta (-13%), Quebec (-9%) and N.W.T (-8%). Interjurisdictional comparisons should, however, be made with caution as police resources, policies and reporting practices vary across provinces and territories.

Major Municipalities follow national pattern

Canada's two largest cities reported a decrease in their overall crime rate in 1994; Montreal (-7%) and Toronto (-7%). The violent crime rate remained stable in Montreal (-0.1%) and decreased in Toronto (-6%). Property crime rates declined in both Montreal (-9%) and Toronto (-9%).

Of the nine cities presented in Table 8, the largest decline in the rates of violent crime was in Edmonton (-21%) and the largest property crime decline was also in Edmonton (-18%). Exceptions to the overall

11 provinces/territoires sur 12 ont connu une diminution de leur criminalité

Il existe une grande disparité régionale dans la répartition des affaires criminelles déclarées au Canada. Les taux de criminalité enregistrés dans les provinces de l'Atlantique et au Québec sont généralement plus faibles que ceux qu'on observe en Ontario, lesquels sont moins élevés que les taux enregistrés dans les provinces de l'Ouest. Les taux de criminalité observés au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont traditionnellement été plus élevés que ceux des provinces. En 1994, les taux de criminalité provinciaux s'échelonnaient de 5 570 infractions pour 100 000 habitants à Terre-Neuve à 14 106 pour 100 000 habitants en Colombie-Britannique.

Toutes les provinces et territoires, à l'exception du Manitoba où le taux est demeuré stable, ont suivi la tendance nationale à la baisse du taux de criminalité par rapport à 1993. On a observé un important fléchissement du taux de criminalité à l'Île-du-Prince-Édouard (-13 %) et en Alberta (-12 %).

Bien que le taux de crimes de violence au Canada ait diminué de 3 % en 1994, il a augmenté dans trois secteurs de compétence : à l'Île-du-Prince-Édouard (+5 %), en Nouvelle-Écosse (+3), et dans les Territoires du Nord-Ouest (+1). En dépit de l'augmentation enregistrée dans l'Île-du-Prince-Édouard, cette province affiche encore le deuxième taux le plus faible de crimes de violence (Québec a le taux le plus faible). Le taux de crimes de violence au Manitoba est demeuré stable, alors que les autres secteurs de compétence ont signalé des baisses, les plus importantes en Alberta (-8 %), en Ontario (-4 %), au Yukon (-4 %) et à Terre-Neuve (-4 %).

Le taux de crimes contre les biens a diminué partout sauf au Manitoba (+3 %). À ce chapitre, les plus importantes baisses ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (-13 %), en Alberta (-13 %), au Québec (-9 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (-8 %). Les comparaisons entre différents secteurs de compétence devraient toutefois être établies avec prudence, car les ressources, les politiques et les méthodes de déclaration des services de police peuvent varier d'une province ou d'un territoire à l'autre.

Les grandes municipalités suivent la tendance nationale

Les deux plus grandes villes du Canada ont signalé une baisse de leur taux global de criminalité en 1994 : Montréal (-7 %) et Toronto (-7 %). Le taux de crimes de violence est demeuré stable à Montréal (-0.1 %) et a diminué à Toronto (-6 %). Le taux de crimes contre les biens a accusé une baisse à Montréal (-9 %) et à Toronto (-9 %).

Parmi les neuf villes représentées au tableau 8, le plus important recul du taux de crimes de violence a été affiché par Edmonton (-21 %) et le plus important recul du taux de crimes contre les biens a été aussi enregistré à Edmonton

Table 7

Selected Criminal Code Incidents, Canada and the Provinces/Territories, 1994[1]

Tableau 7

Certaines affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel, Canada, provinces et territoires, 1994[1]

		Nfld. T.-N.	P.E.I. I.P.É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que. Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alta. Alb.	B.C. C.-B.	Yukon	N.W.T. T.N.-O.	Canada
	Population, 1994[2]	582,400	134,500	936,700	759,300	7,281,100	10,927,800	1,131,100	1,016,200	2,716,200	3,668,400	30,100	64,300	29,248,100
Sexual Assault (1,2,3) – Agression sexuelle (1,2,3)	number – nombre	1,055	177	1,202	1,213	3,786	11,402	1,699	1,566	3,610	5,295	104	581	31,690
	rate – taux	181	132	128	160	52	104	150	154	133	144	346	904	108
	% change* – variation en %*	-18.2	18.4	-11.5	-6.6	-7.8	-9.2	-19.3	-8.7	-10.5	-9.2	-20.5	2.7	-9.8
Assault (1,2,3) – Voies de fait (1, 2, 3)	number – nombre	3,848	764	7,865	5,254	34,777	82,254	13,511	9,033	20,512	40,923	645	2,713	222,099
	rate – taux	661	568	840	692	478	753	1,195	889	755	1,116	2,143	4,219	759
	% change* – variation en %*	-3.3	2.1	5.4	-0.7	2.6	-3.7	0.5	1.4	-7.8	-1.9	3.4	1.9	-1.8
Robbery - Vols qualifiés	number – nombre	72	27	371	120	9,798	8,278	1,822	528	2,400	5,417	19	36	28,888
	rate – taux	12	20	40	16	135	76	161	52	88	148	63	56	99
	% change* – variation en %*	-17.0	27.3	12.4	-28.0	-8.5	-7.2	14.7	3.5	-9.1	2.9	-33.4	4.4	-4.6
Violent crime – Total – crimes de violence	**number – nombre**	**6,417**	**1,029**	**10,187**	**7,100**	**53,117**	**108,574**	**18,103**	**12,275**	**28,516**	**53,699**	**817**	**3,564**	**303,398**
	rate – taux	**1,102**	**765**	**1,088**	**935**	**730**	**994**	**1,600**	**1,208**	**1,050**	**1,464**	**2,714**	**5,543**	**1,037**
	% change* – variation en %*	**-4.4**	**4.6**	**2.6**	**-2.5**	**-1.7**	**-4.4**	**-0.3**	**-0.5**	**-7.9**	**-3.1**	**-4.1**	**1.1**	**-3.2**
Breaking & Entering – Introduction par effraction	number – nombre	4,185	1,023	8,774	6,485	103,087	118,358	20,285	17,315	34,098	71,845	573	1,849	387,877
	rate – taux	719	761	937	854	1,416	1,083	1,793	1,704	1,255	1,958	1,904	2,876	1,326
	% change* – variation en %*	2.7	-13.6	-7.0	-12.8	-11.6	-2.9	5.5	2.3	-12.9	-1.0	-5.4	-8.0	-5.6
Motor Vehicle Theft – Vols de véhicles à moteur	number – nombre	476	249	1,670	1,413	43,854	55,116	9,555	4,305	16,123	26,184	283	435	159,663
	rate – taux	82	185	178	186	602	504	845	424	594	714	940	677	546
	% change* – variation en %*	-16.5	-4.4	-6.6	2.6	-9.0	12.0	19.9	27.2	-14.8	0.9	-7.8	-20.0	0.8
Other Theft – Autres vols	number – nombre	8,640	2,712	22,749	13,626	148,958	308,992	35,975	29,816	81,290	187,306	1,466	2,129	843,659
	rate – taux	1,484	2,016	2,429	1,795	2,046	2,828	3,181	2,934	2,993	5,106	4,870	3,311	2,884
	% change* – variation en %*	-2.0	-14.4	-7.0	-8.7	-8.5	-6.9	-1.6	-7.2	-12.6	-2.3	-5.9	-4.3	-6.4
Property crime – Total – Crimes contre les biens	**number – nombre**	**14,955**	**4,591**	**37,915**	**24,766**	**317,564**	**532,505**	**71,565**	**59,127**	**147,101**	**307,571**	**2,555**	**4,716**	**1,524,931**
	rate – taux	**2,568**	**3,413**	**4,048**	**3,262**	**4,361**	**4,873**	**6,327**	**5,818**	**5,416**	**8,384**	**8,488**	**7,334**	**5,214**
	% change* – variation en %*	**-1.9**	**-13.2**	**-6.3**	**-7.8**	**-9.4**	**-5.1**	**2.7**	**-1.5**	**-12.8**	**-1.4**	**-5.2**	**-8.2**	**-5.6**
Offensive weapons – Armes offensives	number – nombre	212	35	639	285	1,560	8,013	1,190	711	2,450	3,539	69	216	18,919
	rate – taux	36	26	68	38	21	73	105	70	90	96	229	336	65
	% change* – variation en %*	-26.1	-17.5	5.5	-3.2	7.3	4.5	17.2	-6.5	-11.3	-2.7	-5.2	0.5	0.7
Mischief – Méfait	number – nombre	5,308	1,595	12,372	8,302	59,574	143,860	22,669	15,536	35,900	88,414	714	2,352	396,596
	rate – taux	911	1,186	1,321	1,093	818	1,316	2,004	1,529	1,322	2,410	2,372	3,658	1,356
	% change* – variation en %*	-1.3	-18.4	-6.7	-11.4	-9.0	-3.8	2.3	-0.8	-11.6	-5.6	-2.6	-19.1	-5.6
Other Criminel Code – Total – Autres Code criminel	**number – nombre**	**11,065**	**3,821**	**28,470**	**19,825**	**126,188**	**291,308**	**42,310**	**36,871**	**78,470**	**156,212**	**2,384**	**7,577**	**804,501**
	rate – taux	**1,900**	**2,841**	**3,039**	**2,611**	**1,733**	**2,666**	**3,741**	**3,628**	**2,889**	**4,258**	**7,920**	**11,784**	**2,751**
	% change* – variation en %*	**-0.4**	**-15.8**	**-6.0**	**-5.1**	**-1.1**	**-2.9**	**-3.7**	**-2.5**	**-10.4**	**-3.2**	**-7.5**	**-9.9**	**-3.7**
CRIMINAL CODE - TOTAL – CODE CRIMINEL	**number – nombre**	**32,437**	**9,441**	**76,572**	**51,691**	**496,869**	**932,387**	**131,978**	**108,273**	**254,087**	**517,482**	**5,756**	**15,857**	**2,632,830**
	rate – taux	**5,570**	**7,019**	**8,175**	**6,808**	**6,824**	**8,532**	**11,668**	**10,655**	**9,355**	**14,106**	**19,123**	**24,661**	**9,002**
	% change* – variation en %*	**-1.9**	**-12.7**	**-5.1**	**-6.1**	**-6.6**	**-4.4**	**0.1**	**-1.7**	**-11.6**	**-2.1**	**-6.0**	**-7.1**	**-4.8**

1 *Excludes traffic offences. – À l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation.*

2 *The population estimates are from Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. (Populations as of July 1st: updated postcensal estimates for 1993, and preliminary postcensal estimates for 1994.) Rates are calculated on the basis of 100,000 population. – Les estimés de la population proviennent de la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. (Population au 1er juillet: estimations postcensitaires mises à jour pour 1993; et estimations postcensitaires provisoires pour 1994.) Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants.*

* *Percentage change refers to the change in the rate from the previous year. – La variation en pourcentage correspond à la variation en pourcentage du taux par rapport à l'année antérieure.*

Source: *Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de la déclaration uniforme de la criminalité CCSJ.*

Table 8

Selected Criminal Code Incidents for Major Municipalities, 1994[1]

Tableau 8

Certaines affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel dans de grandes municipalités, 1994[1]

		Halifax	Montreal	Ottawa	Toronto	Winnipeg	Regina	Calgary	Edmonton	Vancouver
	Population, 1994	116,500	1,778,900	329,100	2,307,400	619,200	181,100	744,700	633,700	503,900
Sexual Assault (1,2,3) –	number – nombre	211	1,172	466	2,067	492	212	629	945	653
Agression sexuelle (1,2,3)	rate – taux	181	66	142	90	79	117	84	149	130
	% change – variation en %*	4.8	-3.2	-31.3	-7.0	-3.0	-9.3	-3.2	-16.4	-3.4
Assault (1,2,3) –	number – nombre	1,606	15,309	3,710	21,388	5,813	1,305	4,386	4,587	5,138
Voies de fait (1, 2, 3)	rate – taux	1,379	861	1,127	927	939	721	589	724	1,020
	% change – variation en %*	1.5	4.3	-14.9	-5.2	-1.7	-3.9	7.2	-22.7	-6.5
Robbery -	number – nombre	168	6,382	693	4,117	1,719	242	1,081	1,006	2,257
Vols qualifiés	rate – taux	144	359	211	178	278	134	145	159	448
	% change – variation en %*	4.5	-5.3	-0.9	-13.2	16.8	2.6	-5.7	-17.6	-2.3
Violent crime - Total -	**number – nombre**	**2,053**	**24,179**	**5,016**	**28,886**	**8,490**	**1,975**	**6,391**	**6,952**	**8,244**
Crimes de violence	**rate – taux**	**1,762**	**1,359**	**1,524**	**1,252**	**1,371**	**1,091**	**858**	**1,097**	**1,636**
	% change – variation en %*	**2.0**	**-0.1**	**-14.8**	**-6.4**	**1.8**	**-1.1**	**3.1**	**-20.7**	**-4.8**
Breaking & Entering –	number – nombre	1,721	32,205	6,433	21,975	13,017	5,724	11,762	10,039	16,396
Introduction par effraction	rate – taux	1,477	1,810	1,955	952	2,102	3,161	1,579	1,584	3,254
	% change* - variation en %*	-17.7	-13.5	-0.9	-4.4	4.9	8.1	-12.4	-16.6	3.0
Motor Vehicle Theft –	number – nombre	328	19,506	5,366	13,163	7,849	1,453	6,724	5,280	5,113
Vols de véhicles à moteur	rate – taux	282	1,097	1,631	570	1,268	802	903	833	1,015
	% change* – variation en %*	-33.7	-11.1	28.2	-1.4	20.1	63.3	-22.1	-15.5	6.1
Other Theft –	number – nombre	5,814	60,671	18,945	80,728	25,192	8,093	25,347	22,789	43,643
Autres vols	rate – taux	4,991	3,411	5,757	3,499	4,068	4,469	3,403	3,596	8,661
	% change – variation en %*	-14.3	-6.9	-7.1	-9.0	-0.2	-5.9	-13.4	-18.5	4.7
Property crime – Total –	**number – nombre**	**9,041**	**119,241**	**32,446**	**127,248**	**48,773**	**16,902**	**46,702**	**41,936**	**67,726**
Crimes contre les biens	**rate – taux**	**7,761**	**6,703**	**9,859**	**5,515**	**7,877**	**9,333**	**6,271**	**6,618**	**13,440**
	% change* – variation en %*	**-13.0**	**-9.4**	**-2.0**	**-8.5**	**3.7**	**3.3**	**-14.7**	**-17.8**	**4.5**
Offensive weapons –	number – nombre	113	439	198	1,507	439	119	381	349	231
Armes offensives	rate – taux	97	25	60	65	71	66	51	55	46
	% change* – variation en %*	17.6	11.2	-11.2	-1.7	29.3	1.8	-3.7	-22.5	26.3
Mischief –	number – nombre	2,002	18,725	8,172	30,183	13,320	2,965	7,783	8,123	15,899
Méfait	rate – taux	1,734	1,053	2,483	1,308	2,151	1,637	1,045	1,282	3,155
	% change* – variation en %*	-12.2	-10.8	-6.3	-6.4	4.3	1.5	-18.8	-13.8	-12.3
Other Criminal Code – Total –	**number – nombre**	**4,912**	**39,422**	**15,258**	**64,897**	**18,614**	**5,830**	**12,968**	**15,893**	**21,080**
Autres Code criminel	**rate – taux**	**4,216**	**2,216**	**4,636**	**2,813**	**3,006**	**3,219**	**1,741**	**2,508**	**4,183**
	% change* – variation en %*	**-6.4**	**-5.7**	**-5.8**	**-4.3**	**-6.8**	**-7.5**	**-17.0**	**-21.1**	**-5.3**
CRIMINAL CODE – TOTAL –	**number – nbre**	**16,006**	**182,842**	**52,720**	**221,031**	**75,877**	**24,707**	**66,061**	**64,781**	**97,050**
excluding Traffic –	**rate – taux**	**13,739**	**10,278**	**16,019**	**9,579**	**12,254**	**13,643**	**8,871**	**10,223**	**19,260**
CODE CRIMINEL excluant	**% change* – variation en %***	**-9.3**	**-7.4**	**-4.5**	**-7.0**	**0.7**	**0.2**	**-13.7**	**-19.0**	**1.4**
des infractions de la circulation										

1 *Comparable data for all police services is available upon request. Rates are calculated based on 100,000 population. The estimates are based on populations from Statistics Canada, Demography Division. The intercensal estimates match the jurisdictional boundaries of the police department. – Des données comparables peuvent être disponibles sur demande. Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants. Les estimés sont basés sur les chiffres de population provenant de la Division de la démographie, Statistique Canada. Les estimations intercensitaires des populations correspondent aux frontières des secteurs de compétence des corps policiers.*

* *Percentage change refers to the change in the rate from the previous year. – La variation en pourcentage correspond à la variation en pourcentage du taux par rapport à l'année antérieure.*

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.

Table 9

Population Estimates of Canada and the Provinces/Territories, 1984 to 1994

Tableau 9

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, 1984 à 1994

Year / Année		Nfld. / T.-N.	P.E.I. / I.P.É.	N.S. / N.-É.	N.B. / N.-B.	Que. / Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alta. / Alb.	B.C. / C.-B.	Yukon	N.W.T. / T.N.-O.	Canada
							thousands – milliers							
1984	Total – Totale	581.8	127.0	879.6	723.4	6,654.7	9,206.2	1,074.1	1,018.6	2,398.6	2,960.6	24.1	53.1	25,701.8
	Adult – Adulte (18 +)	387.9	90.8	641.4	517.6	4,980.7	6,873.6	783.1	722.9	1,720.4	2,221.7	17.0	32.8	18,989.6
	Youth – Jeunes (12-17)*	73.1	13.2	87.4	74.7	572.4	835.6	100.3	96.9	218.2	256.8	2.3	6.4	2,337.0
1985	Total – Totale	580.9	128.1	887.7	726.1	6,690.3	9,334.4	1,084.6	1,028.8	2,411.1	2,990.0	24.6	55.0	25,941.6
	Adult – Adulte (18 +)	392.6	91.8	652.1	523.8	5,034.7	6,998.5	794.5	731.9	1,733.1	2,249.7	17.1	34.2	19,252.8
	Youth – Jeunes (12-17)*	72.0	12.9	86.0	73.5	554.5	825.9	99.7	96.2	215.5	254.7	2.3	6.4	2,299.3
1986	Total – Totale	578.1	128.8	892.1	727.7	6,733.8	9,477.2	1,094.0	1,032.9	2,438.7	3,020.4	24.8	55.4	26,203.8
	Adult – Adulte (18 +)	394.8	93.0	659.2	528.2	5,089.2	7,131.1	803.4	735.6	1,757.0	2,280.8	17.5	34.4	19,524.3
	Youth – Jeunes (12-17)	70.0	12.7	84.4	72.3	545.2	818.5	99.3	95.0	215.1	251.6	2.3	6.4	2,272.4
1987	Total – Totale	576.5	129.0	896.3	730.5	6,805.9	9,684.9	1,100.5	1,036.4	2,443.5	3,064.6	26.0	55.7	26,549.7
	Adult – Adulte (18 +)	398.2	93.7	664.8	533.2	5,161.5	7,304.0	809.0	739.0	1,762.2	2,320.3	18.5	35.1	19,838.8
	Youth – Jeunes (12-17)	68.3	12.4	83.3	72.0	545.3	818.0	98.8	94.0	212.3	248.0	2.3	6.2	2,260.9
1988	Total – Totale	576.2	129.7	900.2	733.1	6,860.4	9,884.4	1,104.7	1,031.7	2,463.0	3,128.2	26.9	56.3	26,894.8
	Adult – Adulte (18 +)	403.0	94.6	671.0	538.3	5,218.0	7,469.7	813.2	737.2	1,779.8	2,373.8	18.9	35.5	20,152.9
	Youth – Jeunes (12-17)	67.4	12.2	82.0	71.4	545.5	814.3	98.0	93.4	210.5	246.5	2.3	6.1	2,249.5
1989	Total – Totale	577.4	130.6	906.7	738.0	6,948.0	10,151.0	1,106.2	1,023.0	2,504.3	3,209.2	27.4	57.5	27,379.3
	Adult – Adulte (18 +)	408.4	95.1	678.8	544.8	5,297.3	7,694.0	815.5	731.9	1,812.1	2,440.9	19.5	36.1	20,574.1
	Youth – Jeunes (12-17)	65.7	12.1	79.9	70.6	551.2	811.1	96.6	92.7	210.6	247.0	2.3	6.0	2,245.7
1990	Total – Totale	578.9	131.0	912.5	743.0	7,020.7	10,341.4	1,108.4	1,010.8	2,556.4	3,300.1	28.0	59.4	27,790.6
	Adult – Adulte (18 +)	413.7	95.1	685.6	551.3	5,352.9	7,838.8	816.9	723.2	1,849.2	2,510.5	19.8	37.4	20,895.4
	Youth – Jeunes (12-17)	63.6	12.0	78.3	69.2	561.2	813.1	95.9	92.0	214.6	252.3	2.4	6.0	2,260.1
1991	Total – Totale	580.3	130.8	917.9	748.5	7,080.6	10,471.5	1,112.5	1,006.3	2,601.3	3,379.8	29.1	61.3	28,120.1
	Adult – Adulte (18 +)	419.2	95.4	691.8	558.4	5,395.7	7,935.7	820.4	721.0	1,882.1	2,572.0	20.9	38.4	21,151.2
	Youth – Jeunes (12-17)	61.4	11.9	77.2	67.9	573.4	817.8	95.5	92.1	219.4	259.5	2.4	6.2	2,284.8
1992	Total – Totale	583.7	131.6	925.1	753.3	7,154.8	10,645.8	1,118.3	1,008.5	2,649.0	3,479.1	30.3	62.6	28,542.2
	Adult – Adulte (18 +)	426.4	96.4	699.3	565.2	5,455.2	8,077.3	826.3	724.4	1,919.1	2,652.7	21.6	39.1	21,502.8
	Youth – Jeunes (12-17)	59.8	11.8	76.6	66.8	586.0	826.5	94.8	92.3	224.5	267.1	2.4	6.4	2,315.9
1993	Total – Totale	584.4	133.2	931.2	756.0	7,228.8	10,813.2	1,125.8	1,011.9	2,688.1	3,573.9	30.6	63.4	28,940.6
	Adult – Adulte (18 +)	431.5	97.9	706.5	570.8	5,522.5	8,211.1	833.7	728.6	1,951.9	2,729.4	22.0	39.6	21,845.3
	Youth – Jeunes (12-17)	58.1	11.8	76.0	65.4	592.9	835.8	94.5	92.9	229.8	274.4	2.5	6.4	2,340.7
1994	Total – Totale	582.4	134.5	936.7	759.3	7,281.1	10,927.8	1,131.1	1,016.2	2,716.2	3,668.4	30.1	64.3	29,248.1
	Adult – Adulte (18 +)	434.4	99.3	713.4	576.6	5,573.0	8,301.9	839.1	733.5	1,978.1	2,804.6	21.7	40.2	22,115.7
	Youth – Jeunes (12-17)	56.0	11.9	75.3	64.3	595.5	842.6	94.0	93.6	234.4	283.2	2.4	6.6	2,359.9

* *Provinces did not implement common age definitions for youths, from 12 - 17 years of age, until 1985 pursuant to the Young Offenders Act. – Ce n'est qu'en 1985 que les provinces on établi de façon uniforme des limites d'âge pour définir la population des jeunes, soit les 12 à 17 ans, conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants.*

Source: *Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division (As July 1st: Revised intercensal estimates for 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993 and preliminary postcensal estimates for 1994.) – Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie (estimations intercensitaires révisées au 1er juillet pour 1984 à 1990, estimations postcensitaires mises à jour pour 1991 et 1992, et estimations postcensitaires mises à jour pour 1993, et estimations postcensitaires provisoires pour 1994).*

violent crime trend were evident in several cities: the robbery rate increased 17% in Winnipeg, and the assault rate increased 7% in Calgary and 4% in Montreal. Exceptions to generally declining property rates were large increases in motor vehicle theft in Regina (+63%), Ottawa (+28%), and Winnipeg (+20%).

Municipal comparisons should, however, be made with caution. Changes in police policies or resources can result in important changes in the number of police reported incidents. Statistics for certain crimes (e.g., prostitution, gambling, drug crimes and impaired driving) are particularly sensitive to changes in policing practices. Further, some municipal police departments have jurisdiction over surrounding suburbs while others do not (e.g. Vancouver and Ottawa data reflect the city core only). Crime rates often differ considerably between the main core of a city and its residential areas and suburbs.

(-18 %). On relevait des exceptions à la tendance globale des crimes de violence dans plusieurs villes : les vols qualifiés ont augmenté de 17 % à Winnipeg, et le taux d'agressions a augmenté de 7 % à Calgary et de 4 % à Montréal. Faisaient exception à la tendance générale à la baisse des taux de crimes contre les biens de fortes augmentations du taux de vols de véhicules à moteur à Regina (+63 %), Ottawa (+28 %) et Winnipeg (+20 %).

Cependant, la prudence est de mise lorsqu'on effectue des comparaisons entre les municipalités. Des changements dans les politiques ou les ressources des services de police peuvent avoir de fortes répercussions sur le nombre d'affaires déclarées par la police. Les statistiques relatives à certains crimes (p. ex., la prostitution, le jeu et les infractions liées à la drogue et les infractions liées à la conduite avec facultés affaiblies) sont fortement influencées par des changements dans les pratiques des services de police. Qui plus est, certains services de police municipaux ont compétence dans les banlieues, alors que d'autres, non (p. ex., les statistiques pour Vancouver et Ottawa visent uniquement le centre-ville). Il y a souvent de fortes différences entre le taux de criminalité du centre d'une ville et celui des quartiers résidentiels et périphériques.

Acknowledgements

The CCJS gratefully acknowledges the assistance of Canadian police agencies and the Canadian Association of Chiefs of Police in making this survey possible. Special thanks are offered to the CCJS staff and UCR Survey Managers, Yvan Clermont and Michael Martin, who provided comments, technical and clerical support in the preparation of this Juristat.

Methodology – Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) survey was developed by Statistics Canada with the co-operation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey, which became operational in 1962, reports crime and traffic statistics reported by police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR survey:

1. Aggregate UCR Survey – The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offences and the number of actual offences (excluding unfounded), the number of offences cleared by charge, the number of adults charged and the number of youths charged, and the gender of persons charged. It does not include victim characteristics.

2. Revised UCR Survey – The revised microdata survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents. These data are referred to as a research file in this Juristat because the counts are a non-representative sample of police data, largely urban in nature.

The UCR survey classifies incidents according to the most serious offence in the incident, (generally the offence which carries the longest maximum sentence under the Criminal Code of Canada). In categorizing incidents, violent offences always take precedence over non-violent offences. As a result, less serious offences are under represented by the UCR survey.

Remerciements

Le CCSJ est reconnaissant de l'assistance qu'apporte les différents corps de police canadiens et L'Association canadienne des chefs de police à la réalisation de cette enquête. Des remerciements particuliers sont également offerts au personnel du CCSJ et aux personnes en charge de l'enquête DUC, Yvan Clermont et Michael Martin, qui ont apporté leurs commentaires, le support technique et le travail de bureau nécessaire à la réalisation de ce bulletin Juristat.

Méthodologie – Programme de déclaration uniforme de la criminalité

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) a été conçu par Statistique Canada avec le concours de l'Association canadienne des chefs de police. Le programme DUC d'ensemble a été inauguré en 1962. Il renferme les statistiques sur les crimes et les infractions aux règlements de la circulation qui sont déclarées par les services de police au Canada. Les données du programme DUC font état des actes criminels signalés qui ont été corroborés par des enquêtes policières.

Actuellement, il existe deux niveaux de détail dans les données recueillies par le programme DUC :

1. Programme *DUC d'ensemble* – Le programme DUC d'ensemble enregistre le nombre d'affaires déclarées à la police, ce qui comprend le nombre d'infractions déclarées ainsi que le nombre d'infractions réelles (à l'exclusion des affaires dont on ne connaît pas l'auteur), le nombre d'infractions classées par mise en accusation, le nombre d'adultes et le nombre de jeunes contre lesquels on a porté des accusations, ainsi que le sexe des personnes accusées. Cela ne comprend pas les caractéristiques des victimes.

2. Programme *DUC révisé* – Dans le cadre du programme révisé de microdonnées, on recueille des renseignements détaillés sur les affaires criminelles individuelles déclarées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, les personnes accusées et les affaires en tant que telles. Dans le présent Juristat, on désigne ces données sous le nom de fichier de recherche; elles visent un échantillon non représentatif de données fournies par la police, et elles s'appliquent pour la plupart à des centres urbains.

Dans le cadre du programme DUC, les affaires sont déclarées selon l'infraction la plus grave commise au moment de l'affaire (en général l'infraction pour laquelle le Code criminel du Canada prévoit la peine maximale la plus lourde). Aux fins de la déclaration des affaires, les infractions impliquant de la violence prévalent toujours sur les infractions non violentes, ce qui a pour effet de sous-estimer le nombre d'infractions moins graves dans le programme DUC.

The UCR survey scores violent incidents differently from other types of crime. For violent crime, a separate incident is recorded for each victim (i.e. if one person assaults three people, then three incidents are recorded. But if three people assault one person, only one incident is recorded). For non-violent crimes, one incident (categorized according to the most serious offence) is counted for every distinct or separate occurrence.

Robbery is an exception to the above scoring rules. Robbery is categorized as a violent offence. Unlike all other violent offences, one occurrence of robbery is equal to one incident, regardless of the number of victims. The reason for this exception is that robbery can involve many people who could all be considered victims. This would seriously overstate the occurrence of robbery.

The total number of incidents recorded by the UCR survey is not a census of all violations of the law that come to the attention of police. Rather, the total number of incidents is equal to the number of victims of violent crimes (other than robberies) plus the number of separate occurrences of non-violent crimes (and robberies).

In this report, the crime rate excludes traffic violations as the data have proven to be volatile over time and these shifts could influence the overall crime rate if they were included. The shifts are often a result of changes in police procedures for traffic violations which may be scored as either a provincial statute infraction or as a Criminal Code infraction (e.g. failure to stop or remain at an accident).

Par ailleurs, les affaires relatives à des crimes de violence sont déclarées différemment de celles qui ont trait à d'autres types de crimes. En ce qui concerne les crimes de violence, une affaire distincte est déclarée pour chaque victime (c.-à-d. que si une personne en agresse trois autres, trois affaires sont déclarées, tandis que si trois personnes en agressent une, une seule affaire est déclarée). Dans le cas des crimes non violents, une affaire (déterminée selon la règle de l'infraction la plus grave) est déclarée pour chaque événement distinct.

Seul le vol qualifié fait exception à ces règles de déclaration. Cet acte est considéré comme un crime de violence, mais contrairement aux autres crimes de ce genre, il ne donne lieu à la déclaration que d'une affaire, indépendamment du nombre de victimes. La raison de cette exception est que le vol qualifié peut mettre en cause bon nombre de personnes qui pourraient toutes être considérées comme des victimes. Ce serait surestimer gravement l'ampleur du vol qualifié.

Le nombre total d'affaires déclarées dans le cadre du programme DUC n'est pas égal au nombre d'infractions dont la police prend connaissance. Il correspond plutôt au nombre de victimes de crimes de violence (autres que les vols qualifiés) auquel s'ajoute le nombre de crimes non violents (et de vols qualifiés) commis.

Dans ce rapport, le taux de criminalité ne comprend pas les infractions relatives aux règlements de la circulation en raison du caractère volatile de ces données à travers le temps et que ces variations pourraient avoir une influence non-désirée sur le taux global de criminalité. Les variations du taux d'infractions reliées aux règlements de la circulation sont souvent le résultat de changements dans les pratiques policières dans le traitement des ces infractions qui peuvent être parfois considérées comme des infractions à des lois provinciales, parfois à des lois prévues par le Code criminel (p. ex., Défaut d'arrêter sur les lieux d'un accident).

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA
1010195113

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **(613-951-9023)** or **toll-free 1-800-387-2231.** To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677.** Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **(613-951-9023)** ou **le numéro sans frais 1-800-387-2231.** Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677.** De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

Vol.14 No. 14	Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993
Vol.14 No. 15	Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993
Vol.14 No. 16	Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993
Vol.14 No. 17	Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada
Vol.15 No. 1	Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public
Vol.15 No. 2	Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993
Vol.15 No. 3	Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994
Vol.15 No. 4	The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994
Vol.15 No. 5	Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994
Vol.15 No. 6	Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes
Vol.15 No. 7	Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994
Vol.15 No. 8	Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993
Vol.15 No. 9	Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle
Vol. 15 No. 10	Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada
Vol. 15 No. 11	Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994
Vol. 15 No. 12	Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.
♾

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.
♾